

Palestine
Premières
réflexions
sur la victoire
électorale
du Hamas

**Convention
collective des
machines**
Un mauvais
renouvellement

Swisscom
Quel avenir?

France
Congrès de la
LCR, un bilan

Bolivie
Morales élu,
et après?

Venezuela
Un socialisme
qui s'ignore?

LEtr / LAsi
Signez les
référendums!

Reconvilier: une grève exemplaire



Irak, trois ans après: dehors!

**Manifestation le samedi 18 mars
à Genève, Place Neuve, 13h30**

SOMMAIRE

Perspectives

Boillat: une grève exemplaire 2

Oui, le socialisme! 2

Actuel

Reconvenir: «On est en train de donner un exemple en Suisse» 3-4

Brèves 3

Suisse

Santé: la facturation par pathologie au service du marché 4

International

France: Congrès de la LCR, un bilan 5

Dossier

Swisscom: quel avenir? 6-7

Ruag: une privatisation de plus 6

Swisscom ou la dispersion des fructueuses cendres des PTT 7

Suisse

Convention collective des machines: un mauvais renouvellement 8

Brèves 8

International

Bolivie: Morales élu, et après? 9

«Nous construisons les assemblées populaires» 9

Premières réflexions sur la victoire électorale du Hamas 10

Ecouter·Voir·Lire

Pietro Basso – Temps modernes, horaires antiques 11

Images et musique contre la guerre 11

Signez les référendums! 11

Dernière

Venezuela: une révolution socialiste qui s'ignore? 12

IMPRESSUM

La brèche

www.labreche.ch

redaction@labreche.ch
 abonnement@labreche.ch
 tél. 021 621 89 87
 case postale, 1000 Lausanne 20
 CCP 17-247469-2
 Parution mensuelle

Abonnement annuel: Fr. 20.–
 Abonnement de soutien: dès Fr. 50.–

Comité de rédaction:

Daniel Bonnard, Michela Bovolenta, Pierre-André Charrière, Denise Chervet, Carmen Crisan, Paolo Gilardi, Wyna Giller, Alain Gonthier, David Gyax, Philippe Martin, Cécile Pasche, Alessandro Pelizzari, Roger Raemy, Lionel Roche, José Sanchez, Agostino Soldini, Joël Varone, George Waardenburg, Guy Zurkinden.

La brèche est éditée par le Mouvement pour le socialisme (MPS). Les idées qui s'y expriment ne représentent cependant pas nécessairement le point de vue du MPS.

Boillat: une grève exemplaire

STÉPHANE FRANCK

On nous a annoncé à de multiples reprises son décès. Celui de la classe ouvrière. Plusieurs nous disaient: «La lutte des classes, c'est du passé.» Les travailleuses et travailleurs de Swissmetal à Reconvenir (la Boillat) ont montré que ce ne sont là que des balivernes.

Leur lutte, quelle que soit son issue, est exemplaire. Au moment où nous bouclons cette édition, dans la matinée du mardi 21 février, ils entreprennent leur 28^e jour consécutif de grève. La forme de leur lutte est également significative: une grève reconductible, de jour en jour, avec occupation de l'usine et protection militante des stocks pour empêcher le démenagement. Enfin, les salariés ont résisté avec courage aux pressions et mesures de représailles: annonce de 120 licenciements, mise à l'écart des cadres, licenciement de Nicolas Willemin, le président de la représentation des employés, décisions judiciaires visant à interdire le blocage de l'accès à l'usine, etc. Bref, il s'agit d'un processus d'auto-organisation collective exemplaire.

Le mouvement de grève est un signe d'espoir. La mobilisation collective est la seule voie pour défendre nos droits de salariés.

L'enjeu de la lutte des travailleurs et travailleuses de Reconvenir est clair: la défense de leurs emplois, de «leur» boîte. La direction de Swissmetal veut en effet supprimer au moins un tiers des postes de travail et concentrer les activités de fonderie à Dornach, son autre site de production en Suisse. C'est l'avenir même de la Boillat qui est en jeu.

Face à cette logique patronale, que fait la direction du syndicat UNIA? Que dit-elle? Qu'il est inacceptable qu'une infime minorité de boursicoteurs détermine l'avenir de milliers de familles, d'une région tout entière? Que le syndicat va élargir la lutte afin de contraindre de tels rapaces financiers à renoncer à leurs projets de démantèlement? Que non! Elle appelle, de fait, à la reprise du travail... À ses yeux, «chaque semaine, chaque jour de grève supplémentaires représentent un danger» et «continuer de jouer les héros ne sert à personne» (André Daguet, membre du Comité directeur d'UNIA, *SonntagsZeitung*, 19 février 2006). Ceci alors que le *Quotidien jurassien* relève que «leur position [des grévistes] demeure aussi déterminée qu'au premier jour de la grève» et que «dans la région tout entière, on se mobilise» (20 février 2006).

Cette attitude des bonzes syndicaux n'est pas une surprise. Si les syndicalistes locaux se sont engagés à fond pour épauler les grévistes, la position de la direction centrale d'UNIA face à la grève a été, d'emblée, pour le moins ambiguë. Ainsi, au moment où Swissmetal annonçait ses projets, notamment la concentration des activités de fonderie à Dornach, Fabienne Blanc-Kühn, membre du Comité directeur d'UNIA, déclarait qu'«une grève [...] ce n'est pas ça qui déblocuera la situation» (*L'Illustré*, 23 novembre 2005). La décision d'entreprendre un mouvement de grève a d'ailleurs été prise à l'insu des bonzes syndicaux. Et, tout au long du conflit, ces derniers ont laissé entendre publiquement que la poursuite de la grève posait problème.

Tout aussi grave: la direction centrale d'UNIA n'a rien entrepris pour renforcer, au-delà de la région concernée, le mouvement de solidarité aux travailleurs et travailleuses de la Boillat. Il aurait été décisif, pour accroître la pression sur les patrons et leur Conseil fédéral, de faire de cette lutte un enjeu national: par un appel dans la presse de tout le pays à soutenir financièrement les grévistes (ce qui aurait permis d'éviter des baisses de leurs rentrées); par l'organisation d'une grande manifestation

populaire à Berne; par la mise sur pied, par tout, de comités de soutien à cette grève; par l'organisation d'actions, ne serait-ce que symboliques, sur les lieux de travail. Bref, il aurait été indispensable de briser l'isolement de la lutte de la Boillat. Or, les dirigeants d'UNIA n'ont même pas convoqué une assemblée du personnel du site de Dornach! Certes, Renzo Ambrosetti, coprésident d'UNIA, annonçait, au 24^e jour de grève, que «nous allons l'organiser prochainement» (*area*, 17 février 2006)...

Reste à espérer que les grévistes ne se laisseront pas abuser et qu'ils continueront leur combat. Arrêter la grève sans avoir obtenu satisfaction sur leurs revendications centrales les priverait en effet de tout moyen de contrer les projets et manœuvres de Hellweg et consorts. Comme le dit à juste titre Nicolas Willemin: «Seules comptent nos revendications. Nous ne devons pas tomber dans le piège de la sympathie vis-à-vis de nos clients, même si notre grève fait des dégâts. Leur ampleur ne dépend pas de nous, mais de la direction et du conseil d'administration de Swissmetal» (*Quotidien jurassien*, 2 février 2006).

Quoi qu'il en soit, ce mouvement de grève est un signe d'espoir. La mobilisation collective est en effet la seule voie pour défendre nos droits de salariés et notre dignité. Plus largement, la lutte des travailleurs et travailleuses de la Boillat permet de mettre le doigt sur le fait que la logique de l'accumulation du capital – tout est soumis, comme l'illustre le cas de Swissmetal, à l'exigence de rentabilité financière, au détriment de l'emploi, des conditions de vie des salariés et des intérêts d'une région tout entière – est profondément inacceptable. L'exigence d'une autre société, fondée sur la logique de la satisfaction des besoins sociaux, n'en trouve là qu'une nouvelle confirmation: les hommes et les femmes doivent passer avant les profits, le droit à l'emploi avant le fric des actionnaires!

Oui, le socialisme!

PAOLO GILARDI

«*Trop politisé et inféodé au régime de Chavez*». C'est ce que, de *Le Monde* à *Le Matin*, a écrit la presse unanime! à propos du sixième forum social mondial qui s'est tenu à Caracas du 24 au 29 janvier. Elle n'en disait pourtant pas tant lorsque, il y a un an, c'était un autre président, celui du Brésil (Lula) qui rendait visite au FSM à Porto Alegre, juste avant de s'envoler pour Davos. À l'époque, le geste n'avait suscité qu'approbation enthousiaste de la part des médias tant il était le symbole d'une «raisonnable modération», de la «recherche de consensus»!

Au travers du traitement médiatique, ce sont les contenus mêmes des deux Forums qui apparaissent. Il y a un an, à Porto Alegre, peu nombreuses avaient été les discussions sur les perspectives politiques, sur les formes et les moyens de construire l'autre monde possible. C'était plutôt d'un autre possible dans le monde tel qu'il est qu'on discutait, avec comparaison d'expériences entre ONG, mise en commun de stratégies de lobbying, échanges d'adresses électroniques...

Et la politique? Elle n'avait eu que peu de place, tant l'horizon semblait se réduire avec la supposée «fin de l'histoire».

Rien de tel, cette année à Caracas. C'est des contours de cet autre monde possible que des milliers de personnes ont discuté durant des heures et des heures. C'est des moyens pour y parvenir qu'on a aussi débattu. Ce sont les expériences de mobilisation et de lutte qu'on a échangées: celles des habitants de El Alto, en Bolivie, celles des travailleurs du pétrole au Venezuela, des conducteurs de locomotives en Argentine...

C'est autour de l'articulation entre les programmes sociaux visant à redonner une dignité aux habitant·es des *barrios* et le contrôle ouvrier sur la production et la distribution des richesses que se sont confron-

tés autour de mêmes tables, professeurs d'université, syndicalistes, opérateurs sociaux et militants ouvriers ou campesinos...

Durant quatre jours, enseignants canadiens, jeunes étasuniens et militants palestiniens ont débattu de la nécessité d'établir des liens entre une posture anti-impérialiste et la lutte contre la guerre sociale que l'impérialisme mène contre ses «propres» pauvres.

Oui, au grand dam de certains, c'est de politique qu'on a parlé à Caracas! Pour reprendre les termes de Nora Ciapponi, militante historique de la gauche radicale latino-américaine, «c'est des conditions de l'émancipation humaine que l'on est en train de discuter ici!». Excusez du peu...

Que s'est-il passé d'un FSM à l'autre? Magie des Caraïbes ou accélération d'un certain nombre de processus? Trois éléments sont à prendre en considération.

L'appel lancé il y a un an à Porto Alegre par Hugo Chavez, et réitéré le premier 1^{er} mai, à construire «le socialisme du XXI^e siècle» a levé un tabou. Comme l'explique Americo Tabata en page 12 de cette édition, indépendamment de ce qu'est le socialisme imaginé par le président vénézuélien, sa proposition a le mérite d'avoir ouvert parmi de larges couches de la population une discussion sur le socialisme comme issue à la crise du capitalisme.

C'est cette discussion qui a commencé à Caracas: elle n'a pas escamoté la critique radicale des expériences faites au nom du socialisme au cours du siècle passé. Cette discussion doit se poursuivre, au-delà de Caracas. Elle se fonde aussi – et c'est le deuxième élément fondamental pour comprendre – sur l'émergence d'un sujet social capable de postuler dans les faits à la construction du socialisme.

Au Venezuela, ce sont les travailleurs industriels, notamment ceux du secteur pétrolier, qui ont mis en échec le coup d'Etat de 2002

dirigé contre Chavez. Dans les quelques usines expropriées, ce sont eux qui prennent en main les choses, qui commencent à produire en fonction des besoins, qui organisent la distribution selon des critères sociaux. Ils commencent à dessiner les contours d'un autre monde possible, libéré de la dictature du profit.

Et en Bolivie, les *cocaleros* qui ont chassé deux présidents et empêché la privatisation de l'eau, sont d'anciens mineurs ou leurs descendants, ceux des insurrections des années 1960. Ce sont eux qui exigent la nationalisation des hydrocarbures, qui œuvrent à la construction, à travers des assemblées populaires, du *poder popular*.

C'est un sujet social connu qui refait surface: le prolétariat. Il renaît là où on ne l'attendait plus, dans des pays à la déliquescence sociale avancée. Il apprend de nouveau à changer le cours des choses.

Et il a – c'est le troisième élément pour comprendre la politisation de ce FSM – touché aussi le cœur du mouvement altermondialiste. Il représente en effet l'espoir, après que les gouvernements qu'une partie de ce mouvement considérait «amis» (ceux du Sud, de l'Inde et du Brésil) aient assuré la réussite de la conférence de l'OMC à Hong Kong en décembre dernier; l'espoir aussi face à l'occupation militaire de la première république noire d'Amérique, Haïti, par les troupes de Lula.

Aussi tenu soit-il, cet espoir doit être cultivé. Car il est condition indispensable de l'autre monde possible, le socialisme. ■

I. Il est par ailleurs cocasse de relever que des représentants de la corporation des plumitifs ont interpellé l'auteur de ces lignes sur «l'échec et la récupération du FSM», une première fois le 20 janvier, une deuxième le 22 et enfin, par un journaliste du *Temps*, le 23, alors que le Forum ne commençait que le... 24. Mais puisqu'on leur avait dit d'écrire sur «l'échec et la récupération du Forum»...

Reconvilier: «On est en train de donner un exemple en Suisse»

Après la première grève de novembre 2004, les ouvriers de la Boillat à Reconvilier ont relancé leur mouvement face à la volonté de la direction de déplacer la fonderie à Dornach.

INTERVIEW: GUY ZURKINDEN

L'entretien qui suit a été réalisé sur un piquet de grève, le mercredi 15 février au soir avec trois ouvriers qui venaient d'apprendre, comme leurs collègues, que la direction de Swissmetal refusait d'entrer en négociations sur la base des propositions du «médiateur» Rolf Bloch. La grève se poursuivait donc. Les prénoms des ouvriers – Antonio, Patrick et Louis – sont fictifs: Louis est membre de la commission ouvrière depuis plusieurs années.

Quel a été l'élément déclencheur de cette deuxième grève menée à la Boillat, quatorze mois après la première?
Patrick – C'est le non-respect du protocole d'accord signé après la grève de 2004. Tout est parti de là: Hellweg, le directeur, avait garanti la pérennité de l'entreprise dans le protocole, et tout à coup ils ont décidé que ça n'allait plus, qu'il fallait transférer la fonderie à Dornach, alors que la fonderie c'est la base de la Boillat: sans la fonderie, il n'y a plus rien. Nous, après la grève de 2004, après la signature du protocole, on a ré-accordé notre confiance à la direction, on est partis dans une logique de développement du site, on a cru à ce que Hellweg nous avait dit. Mais il n'a absolument pas respecté le protocole, il a trompé tout le monde. Il nous a mystifiés.

Les 10 000 manifestants espèrent qu'à travers nous les choses changent. Est-ce qu'on y arrivera? Moi, j'y crois.

Antonio – Il y avait beaucoup de choses qui n'allaient plus. Alors on s'est dit: c'est maintenant qu'on peut lutter ou alors ce sera trop tard; ils vont commencer à licencier, à démanteler la fonderie, puis le tirage, puis la presse; dans deux ans, tout aurait été terminé, il ne serait plus rien resté de la Boillat.

La décision de transférer la fonderie suivait une série de changements dans l'entreprise?

P. – Oui, il y a eu tout un travail de sape fait par Hellweg depuis 2003: il a éliminé les cadres compétents, l'encadrement s'est réduit à une peau de chagrin. En fait, il éliminait tous ceux qui disaient non: les décisions étaient incohérentes, des gens étaient humiliés, ça devenait impossible de travailler convenablement. Ce travail de sape était en marche depuis 2003, puis il y a eu la grève en novembre 2004, mais ça a continué en 2005. Ça devenait



Chaque jour, l'assemblée ouvrière réunit les salarié-e-s et décide de la poursuite de la lutte.

intolérable, et on a dû dire «stop» car on a compris que le but de la direction était de démanteler la Boillat.

Selon vous, quel est le but de la direction de Swissmetal?

P. – Ils veulent démanteler l'entreprise. Ils veulent retirer le maximum de capital, sortir toute la substance de Reconvilier pour faire de l'argent. La stratégie de M. Hellweg, c'est du saucissonnage: il s'agit d'évacuer des gens, de démanteler. Il utilise de belles paroles, mais sa seule stratégie, c'est de se faire de l'argent sur notre dos, à court terme. On en avait un peu conscience en 2004; en 2005 on en a encore plus pris conscience; et maintenant on est au clair: on a affaire à un truant.

A. – Ils ont une logique de démantèlement de l'entreprise: ils ont décidé d'acheter Busch-Jaeger en Allemagne, soi-disant pour y faire les mêmes produits qu'ici. Ils veulent démanteler le site, et puis aller je ne sais où, à Dornach ou en Asie. Je crois pour ma part que cela fait longtemps qu'ils avaient pris cette décision. Ce que je ne trouve pas normal, c'est qu'ils le font avec une usine qui est rentable.

Louis – Pour moi, l'une des causes de ce démantèlement, c'est qu'on a refusé un plan de flexibilisation du travail: ils voulaient nous imposer de travailler beaucoup plus les grosses périodes, et nous renvoyer à la maison quand il y a moins de travail: en fait du travail sur appel. On a dit non: parfois, on a travaillé le vendredi soir, le samedi, le dimanche quand il y avait beaucoup de travail, mais là ils voulaient nous l'imposer, nous faire signer notre acceptation,

et on a refusé. Le directeur ne l'a pas avalé. Tandis qu'à Dornach, c'est une grande majorité de frontaliers qui y travaillent. Ils peuvent les dominer comme ils le veulent, ils y font ce qu'ils veulent.

Comment la grève s'organise-t-elle?

P. – Ce sont les équipes qui sont censées travailler qui gardent l'usine: on fait les piquets de grève en fonction des horaires de travail de chacun. L'usine fonctionne en trois fois huit, vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Donc là, par exemple, je fais mon équipe jusqu'à 22h, puis l'équipe de nuit va arriver.

A. – Moi, je viens demain matin de 5h à 13h30. Il y a aussi beaucoup de monde qui vient le week-end.

P. – Chaque jour on tient une Assemblée ouvrière à 13h30, on y fait le point de la journée, et on prend ensuite les décisions. On y vote chaque jour la poursuite de la grève.

Après trois semaines de grève, la direction de Swissmetal campe sur ses positions: elle vient de refuser la proposition du «médiateur» [mercredi 15 février, n.d.l.r.] nommé par Joseph Deiss, Rolf Bloch, leur proposant d'annuler les licenciements, de nommer un directeur de site et de lever le lock-out de l'usine en échange d'une reprise du travail. Une majorité (219 contre 37) des ouvriers avait accepté cette médiation. Comment voyez-vous la suite de votre lutte?

A. – Si la direction de Swissmetal avait accepté l'accord proposé par Rolf Bloch, on

aurait pu commencer à travailler, mais il nous faut des garanties. Si on recommence à travailler et que demain ils viennent démanteler l'usine, ça ne va pas. Donc on veut travailler, on veut livrer les clients, mais on veut aussi la garantie que le site reste là, que le protocole d'accord soit respecté. Parce que si on se met à travailler et que quinze jours après, ils ferment l'usine, c'est mieux qu'on fasse quelque chose avant qu'après.

P. – On était censés reprendre le travail au moment où les négociations reprenaient. On avait accepté ça. Maintenant la direction a refusé, car c'est bien clair: sa stratégie, c'est le démantèlement. De toute façon il est nécessaire que la direction accepte certaines parties du protocole pour pouvoir redémarrer le travail, c'est-à-dire de réintégrer les cadres licenciés, ce qui calmerait la situation. Tant que cela ne sera pas fait, on ne recommencera pas à travailler.

L. – S'il n'y avait pas de risques quand on s'engage dans une lutte, ce serait trop beau, tout le monde le ferait. Pour moi – mais je comprendrais celui qui ne peut pas ou ne veut pas – on doit aller jusqu'au bout. On est trop engagés. Hellweg, on doit le faire plier. C'est l'unique solution qui va nous rester.

A. – Chaque jour qui passe, la direction perd Fr. 300'000.–. Donc ils ont déjà perdu pas mal d'argent...

Quelles sont les difficultés que rencontre votre mouvement après trois semaines de grève?

L. – Ce n'est pas facile: il y a beaucoup de facteurs

BRÈVES

Travailler plus pour gagner moins

Le marché du travail suisse n'est plus le même. En deux décennies, les employeurs ont imposé une brutale intensification du temps de travail, tout en bloquant (voire baissant) les salaires¹: la précarité et la pauvreté qui marquent aujourd'hui la société suisse (Caritas estime à un million le nombre de pauvres en Suisse), mises en rapport avec les profits historiques des grandes entreprises suisses, illustrent cette réalité. Les patrons veulent aller plus loin. «Il faut travailler plus»², affirme le journal économique CASH: ils veulent augmenter la durée du travail. Tous les secteurs sont touchés, de la vente (C&A «demande» à ses employés de passer de 37,5 à 41 heures hebdomadaires); à l'industrie des machines (la nouvelle CCT permet des semaines de travail jusqu'à 45 heures); la chimie (Ems-Chemie est passé de 42 à 43 heures de travail par semaine); en passant par les «services publics» (le chef «socialiste» des CFF, Weibel, veut prolonger les horaires de ses employés... tout en baissant leurs salaires³). Car il faut «travailler plus»... mais «pour le même salaire» – voire pour un salaire plus bas.

Les capitalistes suisses – suivant en cela une tendance mondiale⁴ – sont en train d'imposer un renforcement brutal de l'exploitation des salarié-e-s, conjuguant augmentation du temps de travail, de son intensité, et baisse des salaires. Ils utilisent le manque élevé d'emploi en Suisse – 221'825 sans-emploi⁵ (sans compter les «non-inscrits», estimés à 78'000⁶), 388'000 salarié-e-s en situation de sous-emploi⁷ – et la possibilité de faire recours à une main-d'œuvre immigrée précaire pour exercer une terrible pression à la baisse sur les conditions de travail et de salaire.

Le durcissement de la politique migratoire suisse (la révision des Lois sur les étrangers et sur l'asile, prolongeant les Accords bilatéraux) joue un rôle central dans ce processus: «Ce sont systématiquement les travailleurs immigrés – soumis à des vexations, à des discriminations et à des formes d'exploitation toutes «particulières» – qui sont utilisés comme cobayes afin d'expérimenter les méthodes de pressurage qui, par la suite, peuvent se révéler applicables aux travailleurs autochtones.»⁸ L'importance du référendum contre la révision de la Letr et de la LAsi (cf. La brèche N° 19) se mesure aussi à cette lumière (signez-les en p.11).

1. Cf. La brèche N° 11: «Le travail sous impact du chômage».

2. CASH, 2 février 2006: «China ist schuld: wir müssen mehr arbeiten».

3. L'Evenement syndical, 8.2.2006

4. Voir à ce sujet: P. Basso – Temps Modernes, horaires antiques, Page deux, 2005. Cf. la présentation de cet ouvrage en page 11 de cette édition.

5. Seco, statistiques du chômage, janvier 2006

6. OFS: Enquête suisse sur la population active, 2005

7. OFS: Enquête suisse sur la population active, 2005

8. Piero Basso: Temps Modernes, horaires antiques, p.217

Inspection de gauche

Asile, aide sociale, assurance-invalidité: par-tout, il faut traquer les abus et réprimer les «profiteurs». Un secteur, pourtant, échappe à cette chasse: celui des employeurs. Même en infraction constatée, ils ne font pas l'objet de dénonciation. Grâce à la détermination de la Municipalité, de gauche, de la ville de Lausanne, l'Inspection communale du travail fait en effet œuvre de prévention, et non de répression, explique son chef: «L'Inspection du travail de Lausanne n'a pas un rôle de police, mais de conciliation. Il faut éviter de surcharger les prud'hommes» justifie Michel Cambrosio, chef du Service du travail de la ville.

Et pourtant: sur les 327 entreprises contrôlées durant l'année 2005, 32% sont en infraction avec des prescriptions légales élémentaires (24 Heures, 21.01.2006): temps de travail et de repos non conformes, absence de plans horaires fournis aux salariés, etc. Mais ces infractions-là ne méritent ni dénonciation, ni poursuites. «De simples coups de fil permettent de régler les cas» (Le Courrier, 21.01.2006). Il ne s'agit pourtant pas «de simples abus» mais bien d'infractions à des lois et règlements. Les patrons lausannois savent ainsi pour qui voter aux élections communales du 12 mars prochain...



qui entrent en ligne de compte : les caractères – il y a celui qui est pessimiste, celui qui est optimiste, celui qui a la trouille... Et après trois semaines de grève, il y a un problème financier qui se pose : quand on va arriver au 25 février, jour de paie, on va se retrouver avec un trou de Fr.1500.– à Fr.2000.– sur un salaire. C'est énorme : les assurances ont augmenté, tout a augmenté en Suisse, et ce mois-ci il va nous manquer énormément d'argent. Ça, c'est un facteur qui va jouer un rôle primordial au niveau de la continuité ou pas du mouvement... Il faudrait trouver de

l'argent pour qu'une personne qui a des enfants ne perde pas trop et qu'elle puisse se relancer dans la lutte. On a lancé une récolte de fonds, qui a rapporté déjà Fr.106'000.–. Mais Fr.106'000.–, divisés par 350 ouvriers, ce n'est rien. Alors on vient d'ouvrir un compte : on va faire en sorte que ça apparaisse à la TV, comme la Chaîne du bonheur, avec le numéro du CCP. Et si chacun contribue à son niveau... Mais je sens les gens motivés : hier à la séance quand on a posé la question : «Etes-vous prêts à continuer?», les trois-quarts des ouvriers ont crié «Oui, on est prêts!»

Quelles solutions voyez-vous pour sortir victorieux de la lutte et maintenir la Boillat à Reconvilier?

P. – Je ne vois qu'une solution venant de l'extérieur : Rolf Bloch, le médiateur. J'ai beaucoup d'espoir par rapport à lui. Il a vu qu'il y avait un problème avec le conseil d'administration de Swissmetal. Il voit le problème : que le directeur décide de tout, et que les autres sont des marionnettes. Il faut donc que Bloch mette de l'ordre dans la maison Swissmetal. En attendant, on va continuer à faire la grève, à être solidaires, continuer à

faire le forcing jusqu'au bout pour permettre à M. Bloch d'avancer, de gagner du terrain : si on lâche maintenant, on perd tout.

L. – Mais Bloch, que veux-tu qu'il fasse? C'est un industriel millionnaire... ça ne l'intéresse pas de savoir qu'à nous, il nous manque Fr.2000.– à la fin du mois. Il a proposé un «accord», qui a été balayé par la direction. C'est comme quand on nous dit que le Conseil fédéral va entrer en jeu : c'est du bla-bla.

Quand on commence une lutte on va jusqu'au bout ; il n'y a pas d'échappatoire. En 2004, j'étais de ceux qui ont dit Non à l'accord avec la direction ; hier on était 37 à voter Non à la proposition de médiation, parce qu'on sait que Hellweg est un menteur. Parmi les 37, on est quelques-uns à avoir l'idée de faire une autogestion : prendre possession des lieux nous-mêmes, nous mettre à notre compte, vendre pour nous-mêmes. Devenir propriétaire de l'entreprise, c'est la dernière alternative : nous, les ouvriers, on devient les patrons, comme le font des ouvriers en Argentine. C'est une idée qu'il faut qu'on développe : on peut proposer à des anciens cadres de revenir nous aider, on peut faire appel à des anciens directeurs à la

retraite... Les clients sont là : ils attendent seulement qu'on leur livre nos produits.

P. – C'est une bonne idée, mais il y a un monde entre la théorie et la pratique... En plus c'est illégal.

L. – Mais on est déjà dans l'illégalité maintenant!

P. – L'idéal ce serait d'arriver à ça, c'est sûr, mais il y aura du boulot...

L. – Je dis pas pour toujours, mais une année, deux ans, en attendant qu'on trouve les fonds. En attendant, on serait indépendants. Il y a aussi un pool d'actionnaires qui voudraient racheter la Boillat, mais le prix est beaucoup trop élevé pour eux.

Votre grève rencontre un large soutien dans la population...

A. – On a des soutiens de tous les côtés : de Suisse, de la Vallée, des gens versent de l'argent, d'autres amènent des choses à manger. Quand on a fait la manif samedi, il y avait 10'000 personnes. Beaucoup ont amené quelque chose.

L. – La manifestation du samedi 11 février était exceptionnelle. Je pense que ces 10'000 personnes étaient aussi là par rapport à tout ce qu'elles ont souffert : combien ont subi des injustices, ont souffert du mobbing, de la

pression? Eh bien ils étaient là, donc ils s'identifient à nous. Et ils espèrent qu'à travers nous, les choses changent un jour. Est-ce qu'on y arrivera? Moi j'y crois. On est en train de donner un exemple en Suisse...

SOUTENEZ-LES

Soutenez financièrement les grévistes.
CCP 25-15205-0,
syndicat Unia-Jura, mention
Fonds de grève Boillat.

La facturation par pathologie au service du marché de la santé!

Après Vaud (2002), Schwytz, Zoug (2004), le Valais, Tessin, Uri, Obwald et Nidwald (2005), ce fut au tour des cantons de Genève, du Jura et de Neuchâtel. Le 1^{er} janvier 2006, les hôpitaux publics de ces cantons sont en effet passés à la facturation par pathologie.

JOËL VARONE

Ce passage se fera graduellement. Ainsi, pour Genève, seules les hospitalisations de soins somatiques aigus relevant des assurances fédérales seront concernées. Pour les cas facturés aux caisses maladies, le passage se fera le 1^{er} janvier 2007.

En Suisse, ce ne sont pas moins de nonante hôpitaux qui, pour l'heure, appliquent cette tarification. Tout récemment, les «différents partenaires de la santé» (H+, santé-suisse, FMH et responsables cantonaux) ont décidé d'étendre la facturation par pathologie à l'ensemble de l'activité hospitalière d'ici à 2008. L'introduction de ce système coûtera la bagatelle de 6 à 8 milliards de francs selon les estimations parues dans *Le Temps* du 20 décembre! Les patients et le personnel hospitalier qui feront les frais de

cette réforme devront également, selon toute vraisemblance, assumer ces coûts!

La facturation par pathologie s'inscrit dans l'introduction généralisée en Europe de mécanismes concurrentiels au sein des systèmes de santé.

Comble du gaspillage technocratique propre aux réformes néolibérales des services publics, les établissements appliquant déjà la tarification à l'activité devront revoir leur système de A à Z. En cause : le choix des «partenaires de la santé» qui ont opté pour le modèle allemand de facturation par pathologie,

modèle qui n'était pas appliqué jusqu'à présent en Suisse. L'autre modèle, déjà utilisé et moins coûteux selon divers avis, a été repoussé pour d'obscures raisons...

C'est une véritable révolution qui est ainsi en train de s'opérer dans le paysage des soins en Suisse. Le passage des forfaits journaliers à la facturation par pathologie n'est en effet pas anodin. Ce passage correspond à la logique voulue par la deuxième révision de la Lamal de mettre en concurrence les hôpitaux les uns avec les autres. Pour ce faire, le passage à la facturation par pathologie est indispensable.

Ce mode de facturation permet en effet d'établir un coût moyen selon le type de pathologie. En établissant ainsi ce coût, les autorités poussent les hôpitaux à ne pas le dépasser, sans quoi les frais supplé-

mentaires ne sont pas remboursés. Le passage à la facturation par pathologie, c'est le passage de l'hôpital public à l'hôpital-entreprise devant gérer son capital en fonction du prix du marché!

La déferlante de la tarification

La facturation par pathologie s'inscrit dans l'introduction généralisée en Europe de mécanismes concurrentiels au sein des systèmes de santé. L'introduction de la concurrence et de la facturation par pathologie est en effet un des axes principaux des réformes intervenues ces dernières années dans le secteur de la santé. En France, la facturation à l'activité (système parallèle à la facturation par pathologie) couvre actuellement environ 25% de l'activité hospitalière. Le gouvernement souhaite rapidement passer à 35%. Aux

Pays-Bas, ce type de facturation est également en passe d'être introduit tandis qu'en Allemagne, la réforme Seehofer de 1996 l'avait déjà introduite.

Un rapport français montre les dérives de ce type de facturation

Appliqué depuis plusieurs années, des études montrent que ce système accumule de graves dysfonctionnements au détriment du patient. Les traitements peu appropriés ont ainsi tendance à se multiplier afin de respecter les contraintes budgétaires.

En France un récent rapport de l'Inspection générale des finances (IGF) et de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAF) critique sévèrement les dérives du système de facturation à l'activité. Ce rapport a été maintenu secret pendant des mois par le

ministre de la santé Xavier Bertrand. Et pour cause, l'IGF et l'IGAF pointent les effets pervers «inflationnistes» du système. Le rapport remarque ainsi que ce mode de facturation favorise l'augmentation artificielle des durées d'hospitalisation pour les pathologies rémunérées à la journée, encourage à tirer le diagnostic vers l'affectation la plus lucrative... Le rapport pointe sur le danger d'une «dégradation de la qualité et de l'accès aux soins» ou d'une «spécialisation uniquement sur les segments d'activité les plus rentables».

Comme le relevait la journaliste de *L'Humanité* dans son article du 15 décembre 2005 relayant les conclusions du rapport : «En clair, le T2A [tarification à l'activité] pousse à faire du chiffre.»



La facturation par pathologie n'est pas anodine. Elle consacre le passage de l'hôpital public à l'hôpital-entreprise.

De l'antilibéralisme à l'anticapitalisme

En janvier s'est tenu le Congrès de la Ligue Communiste Révolutionnaire. A son ordre du jour, la définition d'une stratégie politique dans un contexte paradoxal dont nous nous sommes entretenus avec F. Sabado, du bureau politique de la LCR.

INTERVIEW: PAOLO GILARDI

Le 29 mai 2005, le non à la constitution a exprimé un ras-le-bol généralisé des jeunes et des salariés que des centaines de collectifs locaux pour «le non de gauche» avaient su structurer. Cependant, malgré la victoire du non et une conflictualité sociale qui reste probablement la plus élevée en Europe, des victoires sur le terrain social restent difficiles à obtenir.

F. Sabado – La situation française est marquée par un paradoxe : d'un côté, le 29 mai a été un vrai tremblement de terre politique – il y a eu un vrai rejet du libéralisme contre toutes les directions des partis de droite, du PS, de tous les médias, le NON a été un NON de gauche, ouvrier, employé, populaire – mais d'un autre côté, le nouveau gouvernement Villepin est l'un des gouvernements les plus réactionnaires de la V^e République. Il a choisi la fuite en avant néo-libérale.

C'est-à-dire ?

Il redouble d'attaques contre les salariés, en particulier sur un point clé des relations sociales depuis plusieurs décennies en France : le Code du travail. Le nouveau gouvernement vient coup sur coup de remettre en cause une des pièces centrales du Code du travail, à savoir le CDI – Contrat de durée indéterminée – pour des secteurs entiers du salariat. Avec le CNE – Contrat Nouvelle embauche – dans les entreprises de moins de 20 salariés et le CPE – Contrat Première embauche – pour les jeunes, il autorise les patrons «à licencier sans motif réel et sérieux» n'importe quel salarié durant les 24 premiers mois du contrat de travail... La notion de «salariés jetables» rentre progressivement dans la réalité. Bien sûr ces dispositions existent dans d'autres pays mais en France c'est une «véritable contre-révolution sociale» qu'abat le CDI. Il faut prendre la mesure de l'attaque. C'est une des parties les plus importantes de ce qui reste du «modèle social français» qui est remis en cause.

Cela malgré le 29 mai...

Et cela, malgré le 29 mai ! Car le 29 mai a exprimé, une nouvelle fois, la crise sociale et politique que connaît le pays. Cela a été un formidable mouvement d'opinion qui a bousculé toute la scène sociale et politique mais il n'a pas été suffisamment fort pour bloquer la contre-réforme libérale. Pour cela, il aurait fallu qu'il se transforme en rapport de forces social, en luttes et mobilisations sociales. Or pour le moment ce n'est pas le cas. Du coup, la droite réagit au NON de gauche par le durcissement de toutes ses attaques. Les appareils de la gauche traditionnelle reprennent les choses en main.

Au PS, les NON de Fabius et de la gauche socialiste animée par Mélenchon qui traduisaient

une réaction face au rouleau compresseur du TCE se sont inscrits, au dernier congrès du PS, dans une synthèse social libérale qui reprend toute la politique de la direction du PS depuis des années. La direction du PCF qui avait choisi de faire une campagne des plus actives pour le NON de gauche a commencé des discussions avec le PS et les Verts... pour résister à la droite mais aussi pour commencer une discussion sur les alternatives en 2007 qui peut déboucher sur des accords parlementaires ou gouvernementaux.

Le PC saura-t-il résister aujourd'hui aux sirènes de la participation gouvernementale dans le cadre d'une réédition de la gauche plurielle ?

La direction du PCF pense qu'il est possible «d'allier le NON de gauche et la OUI de gauche pour construire une majorité antilibérale». Nous ne pensons pas qu'on puisse construire une alternative vraiment antilibérale, donc anticapitaliste avec la direction du PS. Il est trop tôt pour dire comment se termineront ces discussions qui dureront plusieurs mois, mais la direction du PCF a accepté le cadre fixé par la direction du PS. A la différence de la direction du PCF, nous sommes, avec d'autres courants vraiment antilibéraux ou anticapitalistes, en particulier dans des collectifs du NON de gauche, ceux qui veulent prolonger le NON de gauche en alternative de rupture anticapitaliste et cela sans alliance avec les sociaux-libéraux du PS.

Par certains aspects, l'explosion des banlieues durant l'automne s'inscrit dans la «tradition» des soulèvements sociaux qui jalonnent l'histoire de France ?

Comme je te le disais, le pays traverse une crise sociale et politique, mais la crise en soi n'est pas une alternative... La France est un pays de «révoltes et de foudrues». Et les révoltes des banlieues ont constitué, au travers de ces explosions, un nouveau type de mouvement social. Tous ceux qui depuis des années avaient comme grille de lecture sur ce qui se passe en banlieue, des actions ou manipulations de gang ou des imams n'ont pas compris la dynamique de ce qui s'est passé. Ce sont des très jeunes de 12 à 20 ans qui sont sortis dans les rues. Des jeunes qui explosaient contre les discriminations, le chômage, l'échec scolaire, la misère... C'est tout un secteur de la société qui rejette l'ordre établi. Mais il faut aussi souligner que le mouvement ouvrier, la gauche mais aussi la gauche révolutionnaire a été extérieure au mouvement. Certes, la LCR, avec d'autres, a multiplié des actions de solidarité ou a organisé des manifestations contre l'état d'urgence mais il faut reconnaître que le mouvement ouvrier a été extérieur.

Cela ne se traduit cependant pas dans la mobilisation contre les contrats de premier emploi qui semble bien en deçà des attentes...

Sur le CPE, il faut attendre un peu. Comme je te le disais, il faut transformer le Non de gauche en rapport de forces social. Jusqu'à maintenant on n'y est pas arrivé. La mobilisation commence. Il y a les périodes de vacances scolaires qui pèsent sur la mobilisation, mais dans certaines villes de province, la mobilisation est forte et cela peut rebondir. Il y a des cycles de bas et de haut dans la lutte de classes. Je suis peut-être optimiste, mais il y aura des rebondissements sociaux. Le problème relève plus des perspectives politiques, et en particulier des perspectives de transformation radicale de la société. Il y a sur le plan de la construction d'une conscience socialiste anticapitaliste de vraies difficultés...

Pourtant, justement, la campagne du 29 mai avait été un formidable moment de construction de la conscience. Ce qui avait frappé c'était le fort degré d'unité dans l'action dans laquelle les militants de la LCR étaient engagés main dans la main avec celles et ceux du PC ou n'appartenant à aucune formation politique. Que reste-t-il de cette unité aujourd'hui et qui avait été vécue de manière fort positive ?

La campagne pour le NON de gauche a été extrêmement positive. Elle a redonné confiance à des centaines de milliers de militants ou d'animateurs de luttes, d'associations, de syndicats. C'est un point d'appui très important pour toute l'expérience de la gauche. C'est une très bonne expérience de Front Unique, d'unité d'action de toute une série de courants... mais aussi un mouvement portant l'espoir d'en finir avec le libéralisme et donc posant toute une série de question politiques, allant de la formulation des revendications jusqu'aux questions gouvernementales. Cela a incontestablement favorisé le dialogue et le travail entre les militants communistes et les révolutionnaires. Cela pèse incontestablement sur l'évolution du PCF. Lorsque tu analyses l'évolution des PC, dans presque tous les pays d'Europe, en Allemagne, en Espagne, en Italie, ces partis recherchent directement et ouvertement l'alliance dans le cadre de gouvernement social libéral ou de centre gauche. Le cas le plus illustratif, c'est Refondation Communiste en Italie qui rejoint le centre gauche de Prodi.

Tandis qu'en France ?

En France, le PCF hésite. Certes, non sur sa stratégie fondamentale : le PCF reste un parti réformiste dominé par les équilibres d'appareil ou d'une

série de segments d'appareils qui déterminent des intérêts bureaucratiques propres qui ne sont pas ceux des classes populaires. Il apparaît en voulant tenir les deux bouts de la chaîne qui selon lui vont du NON de gauche à des accords parlementaires ou gouvernementaux avec la social-démocratie. N'oublions pas que le PCF a plus d'une dizaine de milliers d'élus parlementaires, conseillers municipaux et que cela pèse à l'heure des choix. C'est pour cette raison que si la direction du PCF va tout essayer pour préserver ses élus dans le cadre d'un accord avec la direction du PS, il n'est pas sûr qu'il recherche à aller au gouvernement en réitérant la dernière expérience de la gauche plurielle. Il peut y avoir une gauche plurielle N°2 avec un accord politique avec le PS de soutien au gouvernement de gauche mais sans participation. Ce qui s'est déjà fait dans le passé...

Qu'est-ce qui pourrait alors l'en dissuader ?

Ces hésitations sont surtout liées à une spécificité de la lutte de classes en France, et une différence avec d'autres pays d'Europe, c'est le poids de l'extrême gauche, de la force militante et d'organisations comme LO ou la LCR, des milliers de responsables syndicalistes et associatifs dans la lutte de classes. Bref le PCF hésite parce qu'il extrême gauche est forte, et qu'elle réussit, au-delà même de la politique de chacune des organisations, à représenter une force dans la situation politique du pays...

Lors de son congrès, la LCR s'est prononcée en faveur de la construction, avec d'autres, d'une force politique «unitaire et anticapitaliste». Unitaire d'abord ou anticapitaliste en premier lieu ? Comment gérer la tension entre la volonté d'un projet révolutionnaire et la pression à être une «gauche utile», y compris par la participation à une majorité gouvernementale ?

Il y a effectivement des questions d'équilibre entre une tactique de front unique et la construction d'une alternative stratégique anticapitaliste. Mais dans la situation actuelle, proposer systématiquement l'unité d'action et en même temps défendre un programme anticapitaliste, constitue le cœur de l'orientation de la Ligue. Depuis le 29 mai, la Ligue a été à l'initiative ou a participé à toutes les manifestations, meetings, rassemblements unitaires contre la droite et le gouvernement, contre la privatisation d'EDF, en solidarité avec les marins de Marseille, en solidarité avec les jeunes des banlieues – et là nous nous sommes soulevés seuls car même beaucoup de sections du PCF ou LO ont refusé de participer à



Le Congrès de la LCR a décidé de déjà préparer les prochaines échéances politiques, et continue de se mobiliser dans la rue.

ces actions. Depuis le début des mobilisations contre le CPE, nous sommes à l'origine dans une série de villes, de coalitions ou d'appels de toute la gauche. C'est décisif d'être le parti qui combat pour l'unité d'action. De même, nous avons pris l'initiative de réunions de débat avec toutes les forces du non de gauche sur la situation et les perspectives politiques. Unité d'action, débats, il n'y a aucun problème sur ce terrain car cela fait partie aussi des traditions de la LCR.

Et alors ? Où est-ce que les problèmes commencent ?

Ils commencent, en particulier parmi les forces du non de gauche, lorsqu'on travaille à construire une alternative politique, parce que là on passe à une discussion sur les contenus, sur les questions de stratégie : quelles revendications ? antilibéralisme et anticapitalisme ? Quels rapports à la question du pouvoir ? etc. Il y a sur ces questions des divergences importantes avec une série de courants avec lesquels nous avons travaillé dans la campagne du Non de gauche.

Plus concrètement ?

Prenons deux exemples : sur le programme, le point de départ peut être antilibéral, mais nous ne pensons pas que l'on puisse être vraiment anti-libéral sans pousser au bout une logique anticapitaliste. Peut-on poser le problème de l'emploi ou celui des services publics sans s'attaquer au capitalisme ? Peut-on défendre l'emploi, par exemple au travers d'une loi qui interdit les licenciements dans les entreprises qui font du profit et ne pas toucher à la propriété capitaliste ? Nous ne le croyons pas. Sur les services publics, il ne s'agit pas seulement d'exiger l'annulation des privatisations faites par la droite, mais aussi celles faites par la gauche plurielle, plus nombreuses mêmes, que celles de la droite. Et si nous réintégrons, par exemple, les services des télécoms dans le public, pense-t-on que ce secteur public tiendra le coup face à la concurrence capitaliste mondialisée ? Cela pose directement, la question du monopole public dans ce secteur. On voit qu'on sera confronté à cette question dans d'autres secteurs, l'énergie, les transports, etc.

Et donc, pour cela être partie prenante d'une gauche de gouvernement ?

Sur la question du gouvernement, le PCF et certains de ses alliés défendent l'idée qu'il faut

discuter avec toute la gauche, donc la direction du PS, pour construire une majorité antilibérale, et, de là, la participation à une réunion avec le PS pour discuter «alternative», le 8 février dernier. Nous n'avons pas été à cette réunion. Car nous ne croyons pas qu'on puisse discuter et construire une alternative politique avec la direction du PS qui dit déjà qu'elle va continuer sa politique sociale-libérale. Nous sommes opposés à des accords gouvernementaux ou parlementaires avec la direction du PS social-libéral. Ce n'est pas le cas du PCF qui prétend vouloir «marier le non de gauche et le oui de gauche sur une base antilibérale». Nous pensons qu'une telle orientation a déjà mené à une série d'échecs dans le passé et qu'elle tourne le dos à la défense des intérêts des classes populaires.

La LCR appelle pourtant le PS à participer dans la rue aux mobilisations...

Nous sommes favorables à l'unité d'action avec toute la gauche, mais une alternative politique doit avoir clairement un contenu anticapitaliste, et s'il y a une perspective gouvernementale, cela doit s'inscrire dans une perspective de gouvernement des travailleurs, un gouvernement qui rompe avec le système capitaliste. C'est pourquoi, s'il y a des candidatures unitaires pour les prochaines échéances électorales, en particulier avec des forces du Non de gauche, il faut clarifier le contenu : un programme anticapitaliste et pas d'accords parlementaires ou gouvernementaux avec le PS.

Les conditions d'une telle démarche existent-elles à l'heure actuelle ?

A cette étape, les conditions politiques pour de tels accords ne sont pas réunies. Nous participons à une série de réunions unitaires, dans le cadre des collectifs du 29 mai ou avec le PCF pour mener cette discussion, pour essayer de créer ces conditions, mais la politique du PCF, en particulier dans ses discussions avec le PS, indique bien les obstacles auxquels nous sommes confrontés. Les élections présidentielles et législatives auront lieu en mars et avril 2007. Notre congrès a pris déjà toutes les décisions politiques et organisationnelles pour que la LCR soit présente lors des prochaines échéances politiques. Nous prendrons notre décision définitive lors d'une conférence nationale en juin 2006.

Quel avenir pour Swisscom

GIUSEPPE SERGI

Jens Alder a décidé de s'en aller: confronté aux limites que lui a posées le Conseil Fédéral (en particulier en ce qui concerne l'expansion à l'étranger), l'administrateur délégué de Swisscom a jugé qu'il ne pouvait plus rester à la tête de l'entreprise.

Il s'en va – ce qui est devenu habituel pour les dirigeants des grandes entreprises – avec un bon de sortie d'un million et demi de francs: une somme qu'un salarié gagne en une vingtaine d'années. Ce fait témoigne de l'orientation assumée ces dernières années par Swisscom et d'autres entreprises ayant abandonné leur statut public.

Il y a ceux qui le regrettent...

Les réactions au départ d'Alder ont été nombreuses. A commencer par celle des organisations syndicales qui, au fond, se disent déçues par ce départ. Le PS s'est exprimé dans le même sens, en déplorant, dans un communiqué récent, « le départ d'un patron qui a géré Swisscom avec efficacité et succès... »; les autres partis de gouvernement (à l'exception de l'UDC qui ne s'est pas encore exprimé à ce sujet) ont également exprimé leur reconnaissance pour le travail accompli par Alder. Enfin, ne pouvaient manquer les regrets du département de Moritz Leuenberger qui « a largement loué l'œuvre d'Alder, un excellent dirigeant ». Tous ces gens, de leur point de

vue, ont certainement raison de regretter Alder. Il a en effet été l'interprète le plus cohérent et le plus précis des orientations voulues collégialement et unanimement par le Conseil Fédéral et exprimées à travers ses directives. De plus, la gestion d'Alder a obtenu le soutien systématique de l'ensemble du Parlement qui n'a jamais avancé des critiques envers la politique menée par Swisscom.

... et il y a les milliers de salariés licenciés

Les soins appliqués par Alder à Swisscom ont été d'une rare brutalité, devenant par là en même temps un modèle de gestion pour les entreprises traditionnelles du secteur privé.

A commencer, évidemment, par la suppression de places de travail, devenue l'un des aspects quasi-permanents de la politique de Swisscom. A tel point que plusieurs journaux, un peu gênés face aux manifestations d'estime des directions syndicales envers la gestion Alder, ont dû reconnaître que Swisscom a supprimé plusieurs milliers de places de travail. Il suffit de rappeler qu'entre 2000 et 2004 les emplois à plein-temps ont passé de 18'000 à un peu plus de 15'500 (soit une diminution d'environ 15 %). Et ceci dans une entreprise dont les indicateurs de santé économique sont largement positifs.

Rappelons, à titre d'exemple, que la marge opérative brute par employé (que l'on retrouve dans tout bilan et qui indique, dans une perspective d'entreprise et du marché capitaliste, la véritable efficacité productive d'une entreprise) est passée de 213 à 281 millions entre 2000 et 2004 (soit une augmentation de 32 % !).

A cette politique de coupes dans les postes s'est ajoutée une détérioration systématique du climat de travail, où insécurité, augmentation de la productivité et externalisation ont fait de Swisscom une sorte de modèle. A titre d'exemple, il suffit de considérer ce qui se passe à la Poste. Peu d'entreprises privées ont réussi, comme Swisscom l'a fait, à construire des mécanismes salariaux sur plusieurs niveaux dans lesquels le rapport entre le salaire reçu et les objectifs de production et de rendement est aussi étroitement lié.

Enfin, avec Alder, la privatisation de Swisscom a été portée à son terme de brillante manière – évidemment, aux yeux du marché. Privatisation comprise à la fois comme l'intervention d'investisseurs privés dans une entreprise publique, avec le transfert de propriété qui s'ensuit, et comme développement d'une politique d'entreprise guidée par la logique de la rentabilité du capital (indépendamment de ceux qui le détiennent) et non plus par la logique du service public (la satisfaction des besoins).

Le futur de Swisscom

Le départ d'Alder n'implique pas un changement substantiel de l'orientation du gouvernement et des investisseurs privés. Son successeur est un digne représentant de la politique menée ces dernières années, entièrement orientée vers le marché, la valorisation du capital et la recherche à tout prix d'une rentabilité capable de concurrencer les taux de profits moyens réalisés par des entreprises semblables, au moins sur le marché européen.

Un référendum, ne serait pourtant pas un référendum contre la « privatisation » de Swisscom, car tout en étant détenue en majorité par l'Etat, elle fonctionne depuis des années selon la logique d'une entreprise privée, à savoir en ayant comme unique référence le marché et la logique de la valorisation du capital.

Nous pensons que le futur réservé à Swisscom par les milieux dirigeants de ce pays n'est pas très différent de la destinée connue par Swissair. Certes, ces milieux espèrent éviter les aspects les plus dramatiques de l'épisode Swissair, en particulier les inquiétudes sociales et politiques qui l'ont accompagné. Dans cette perspective, l'Etat devrait intervenir le moins possible dans la politique de Swisscom, afin que le marché puisse le plus « naturellement » possible déterminer la stratégie de cette entreprise. Une logique qui est à l'origine de la décision du Conseil fédéral de mettre en vente sa participation à Swisscom en offrant ainsi des débouchés plus rentables que dans beaucoup d'autres secteurs aux investisseurs privés. L'« interdiction » imposée à Swisscom de s'engager sur les marchés étrangers répond à la même logique: il s'agit en effet d'empêcher Swisscom de conclure des accords et des alliances qui pourraient, en cas de mauvais résultats, rendre Swisscom moins attractive sur le marché.

Une option nécessaire

Une opposition claire à cette stratégie de privatisation de Swisscom, stratégie appuyée par une grande partie des milieux dirigeants de ce pays, devrait reposer sur deux axes.

D'une part, elle devrait se baser sur un refus clair et net de la vente des 60 % de Swisscom qui sont encore aux mains de l'Etat, si nécessaire à travers le lancement d'un référendum. Ce dernier ne serait pourtant pas un référendum contre la « privatisation » de Swisscom, car tout en étant détenue en majorité par l'Etat, elle fonctionne depuis des années selon la logique d'une entreprise privée, à savoir en ayant comme unique référence le marché et la logique de la valorisation du capital. Plus modestement, le but du référendum serait celui d'empêcher que la vente de la participation de l'Etat à Swisscom ne serve à mieux préparer son départ vers d'autres destinations...

D'autre part, la situation actuelle n'étant pas défendable, il faudrait revenir à une logique de service public, selon laquelle l'entreprise aura comme principale préoccupation la satisfaction des besoins des usagers-ères en matière de communications au lieu de la poursuite d'une rentabilité « compétitive ». De ce point de vue, il faudrait mener une lutte en faveur d'un changement radical de l'orientation impulsée jusqu'ici par le gouvernement-proprétaire majoritaire et par la direction de Swisscom.

Comment atteindre ces objectifs? D'une part, certainement à travers la mobilisation et la pres-

SWISSCOM EN CHIFFRES¹

Année	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Nombre de salariés en Suisse (à la fin de l'exercice, en postes équivalents plein-temps)	22'170	21'946	18'946	17'275	17'784	17'171	16'084	15'477
Nombre total de salariés (en Suisse et à l'étranger, à la fin de l'exercice et en postes équivalents plein-temps)	-	-	21'777	20'604	21'328	20'470	19'207	15'477
Nombre de salariés des filiales à l'étranger	-	-	2'831	3'329	3'544	3'299	3'123	0
Chiffre d'affaires par salarié (en milliers de francs)	444 ²	474	542	671	675	695	736	642 ³
Bénéfices nets (en milliers de francs)	415	1'555	2'391	3'161	4'964	824	1'569	1'594
Chiffre d'affaires net (en milliers de francs)	9'842	10'461	11'160	14'093	14'174	14'526	14'581	10'057 ³

1. Les données sont tirées des rapports annuels d'activités de Swisscom.

2. En 2004, vente par Swisscom de la société allemande Debitel.

3. La différence s'explique également par la cession de la société Debitel, qui générerait un important chiffre d'affaires.

RUAG: une privatisation de plus

JOËL VARONE

Les discussions et l'attitude de la sociale-démocratie autour des projets de privatisation du conglomérat d'entreprises militaire RUAG pourraient s'apparenter à une pièce de Molière s'il ne s'agissait de production d'armement et de contribution de la Suisse à l'entreprise impérialiste américaine en Irak.

Le projet de l'UDC de privatiser la RUAG (société anonyme à 100 % dans les mains de Confédération) s'inscrit pleinement dans la dynamique de privatisation des conflits armés auquel nous assistons depuis quelques années. Que ce soit l'emploi de mercenaires (que l'on songe à l'Irak ou encore aux firmes américaines présentes en Colombie) ou la construction de matériel de guerre et son secteur « Recherche et développement », la guerre est un marché énorme et fort juteux qui ne saurait s'embarrasser de responsabilités politiques. En 2004, les dépenses d'armement ont dépassé les mille milliards de dollars (dont un peu moins de la moitié pour les seuls Etats-Unis). Le porte-parole de l'UDC, Roman Jaggi, l'exprimait très clairement: « La RUAG doit travailler dans un environnement extrêmement compétitif où les changements technologiques sont très rapides. Il faut qu'elle puisse prendre rapidement des décisions sans être inutilement encombrée par des interventions politiques »¹. Il faut dire qu'en quelques années, la RUAG a réussi à s'insérer dans le marché mondial de l'armement et comble ainsi la baisse des commandes de l'armée suisse.

Alors qu'en 1999, la Confédération représentait 86 % du total du carnet de commandes, elle n'en représente aujourd'hui plus qu'un gros tiers. La valeur de l'entreprise avoisinait 1,7 milliard pour un chiffre d'affaires de 1,2 milliard par ans.

La RUAG et la guerre d'Irak

Seule entreprise publique à échapper complètement au contrôle parlementaire, la RUAG s'était notamment illustrée lors de la deuxième guerre en Irak, contribuant à l'effort de guerre américain en livrant des pièces pour les F/A-18. Etant donné l'embargo

devant frapper le commerce d'armement avec les pays en conflit, le gouvernement suisse avait alors réussi l'exploit de déclarer la guerre en Irak terminée quelques jours avant que ne la fasse le gouvernement Bush afin de garantir la livraison des pièces de la RUAG. Les Etats-Unis envisageaient déjà des mesures de rétorsion en raison de ces possibles retards et la diplomatie helvétique ne voulait pas froisser un tel partenaire économique.

Alors que l'UDC propose de privatiser RUAG, le Parti socialiste, dont la ministre des Affaires étrangères s'est récemment illustrée par sa langue de bois diplomatique concernant les prisons secrètes de la CIA en Europe, ne voit pas d'un mauvais œil la privatisation de l'entreprise. Michel Béguelin avouait: « La RUAG est devenue une multinationale: la Suisse peut se retrouver dans des situations très difficiles pour sa neutralité en raison des engagements pris par l'entreprise »². En gros: qu'importe que la RUAG produise du matériel de guerre, qu'elle serve les intérêts impérialistes, pourvu que nous soyons dégagés de nos responsabilités!

RUAG-Swisscom

Au moment où la social-démocratie cherche à se présenter comme le chantre de la défense des services publics dans l'affaire Swisscom, son attitude face aux projets de privatisation de la RUAG est édifiante.

La sociale-démocratie ne souhaite pas remettre en cause les logiques managériales tant de la RUAG que de Swisscom (son hommage à Jens Alder le prouve bien – cf. ci-contre). En séparant les politiques économiques de la forme juridique d'une entreprise, la sociale-démocratie a abandonné le terrain de la défense des services publics et prouve, a contrario, qu'un référendum ne saurait suffire pour que le secteur des télécommunications redevenue un service public. ■

1. Le Nouvelliste, 8.2.2006.

2. Idem

swisscom ?

sion des citoyens-usagers : dans ce sens, la perspective du lancement d'un référendum pourrait jouer un rôle important. Mais d'autre part, il apparaît nécessaire que se remettent en mouvement les travailleuses et travailleurs de Swisscom. Ces derniers sont restés – et ont été confinés – dans la passivité également à cause de la politique suivie par des directions syndicales qui ont partagé jusqu'ici la politique menée par l'entreprise : des syndicats qui, par ailleurs, siègent dans les riches et confortables places au sein du conseil d'administration de Swisscom.

C'est seulement en agissant à ce double niveau qu'il sera possible, à terme, d'exiger le retour complet de Swisscom à une logique de service public.



Le processus de privatisation de Swisscom est déjà bien avancé. Et la dégradation des conditions de travail aussi...

Swisscom ou la dispersion des fructueuses cendres des PTT

Après une phase de médiatisation houleuse cet automne devant servir d'accélérateur, le Conseil fédéral a finalement réussi à planifier la privatisation complète de Swisscom.

JOËL VARONE

Fin janvier, le Conseil fédéral annonçait en effet son plan quant au désengagement de la Confédération dans le géant bleu. Actuellement propriétaire majoritaire avec environ 62 % des actions, le Conseil fédéral souhaite se débarrasser de la totalité de son portefeuille, estimé à 17 milliards de francs.

Un choix politique clair

En prenant cette décision, le gouvernement indique sa volonté de passer en force. Rejetant la variante dans laquelle la Confédération aurait gardé une minorité de blocage et excluant les autres solutions de « compromis » (siège au conseil d'administration, majorité dans la filiale de téléphonie fixe), le Conseil fédéral entend mettre la barre très haut. Ce faisant, il néglige les volontés et capacités de résistance d'un Parti socialiste et d'un Syndicat de la Communication qui ont jusqu'à présent accompagné toutes les réformes des anciennes régies fédérales.

Le Conseil fédéral a donné jusqu'au 6 mars aux cantons, partis, lobbies et syndicats pour donner leur avis quant à son projet de cession complète des actions. La commission des télécommunications du Conseil national se prononcera quant à elle en avril de telle sorte que le débat puisse avoir lieu à la chambre du peuple durant sa session de mai. Le Conseil des Etats devrait lui se prononcer en juin. Dans sa volonté de terminer au plus tôt le processus de privatisation du géant bleu, la date de votation en cas de référendum a, elle aussi, été fixée : le 11 mars 2007. La cadence est ainsi donnée.

La variante de désengagement choisie par le Conseil fédéral s'apparente à celle lancée en fin d'année dernière par Christoph Blocher, qui consistait à remettre le paquet d'actions au peuple. Lors de la cession des titres, deux offres existeront : une au prix du marché pour les institutionnels et une autre, préférentielle, pour les particuliers suisses. Cette variante, couplée à l'obligation qu'aurait Swisscom Fixnet d'assurer pendant quatre ans les services de base, permettra, selon le Conseil fédéral, le maintien du service public. En d'autres termes, l'extension du marché et de la concurrence est un vecteur de service public et couvrira, équitablement, l'ensemble des besoins de la population.

Les livres blancs et les PTT

C'est avec ce genre d'arguments que les bases du démantèlement des anciennes régies fédérales ont été posées au début des années 1990. Dressant un tableau des nouveaux champs possibles de valorisation du capital, les deux livres blancs de 1991 et 1996 des milieux patronaux faisaient de la liquidation des PTT l'un des axes centraux de leur politique. Le secteur des télécommunications était entre autre le secteur voué à une expansion sans fin où d'importants profits pouvaient être générés. Les discours sur les lenteurs et le manque d'innovation des régies fédérales revenaient comme un leitmotiv. Couplés au soi-disant dynamisme que devaient susciter les libéralisations et privatisations, ces mêmes discours ont pu prendre chair au milieu des années 1990 ayant convaincu jusqu'à la social-démocratie qui accepta alors de prêter ses bras aux réformes.

Le démantèlement des PTT ou l'affirmation du social-libéralisme

Le démantèlement des PTT s'est fait sous la direction de Jean-Noël Rey, membre éminent du Parti socialiste. Il est notamment à l'origine de la séparation entre la Poste et le secteur des télécommunications. Le radical Peter Tschoopp, en lui rendant hommage, dira de lui que « c'est le news public management fait homme. Il a réussi à imposer les nécessités du moment à des syndicats corporatistes. »¹ Et c'est par 83 voix contre 45 que le congrès extraordinaire de l'Union PTT (futur syndicat de la communication) refusa de lancer en mai 1997 les référendums contre les lois sur la poste et les télécommunications. Dans une brochure intitulée « Contester ? Non ! Co-aménager. Oui à la réforme des PTT », l'Union syndicale suisse (USS) soutenait la réforme des PTT contre les référendums défendus par la gauche combative en reprenant exactement l'argumentation patronale : « Si la réforme des PTT est repoussée par le peuple, cela reviendrait, pour Télécom PTT, à se retirer dans le Réduit helvétique. Le référendum met en danger les emplois de Télécom PTT [...] Le monopole des télécommunications n'est plus possible. »² Un peu moins de dix ans plus tard et avec la suppression de près de 6 700 postes, le co-aménagement s'est avéré être un miroir aux alouettes servant les intérêts du capital.

Dix ans de restructurations contre le service public

Dans une interview accordée à la *Tribune de Genève*, le conseiller d'Etat vaudois Pierre-Yves Maillard relevait que l'actuel débat sur Swisscom « sera fondamental car après le géant bleu, le Conseil fédéral va s'attaquer à la Poste et aux CFF. »³ S'il ne fait aucun doute que le désengagement de la Confédération de Swisscom donnera un coup d'accélérateur aux privatisations et sera pour la bourgeoisie la revanche de sa défaite sur la LME, l'intervention de Pierre-Yves Maillard passe sous silence le fait que, dix ans après le démantèlement des PTT, les attaques du « Conseil fédéral » n'ont pas attendu les débats actuels sur Swisscom pour être lancées, puis appliquées !

Dix ans après le démantèlement des PTT, les attaques du « Conseil fédéral » n'ont pas attendu les débats actuels sur Swisscom pour être lancées, puis appliquées !

La Poste a ainsi appliqué des restructurations successives taillant lourdement dans le personnel, réduisant le nombre de bureaux postaux, péjorant les conditions de travail du personnel le tout sans aucune réaction, ni syndicale ni politique. A la tête de La Poste ? Un socialiste, Ulrich Gysi. Son ministre de tutelle ? Un socialiste, Moritz Leuenberger. La Poste n'a pas plus attendu les débats actuels de Swisscom pour externaliser une série de ses secteurs : en 2003 le service des express passe sous la filiale ExpressPost SA. En 2005, c'est au tour des cars postaux d'être transformés en SA en attendant les possibilités de libéralisation de son secteur le plus rentable : PostFinance. Lorsque le projet de centralisation du tri du courrier REMA a été annoncé avec à la clé la suppression de près de 2 400 postes, le Parti socialiste suisse titrait dans un de ses communiqués : « REMA : grâce à Moritz Leuenberger, une réorganisation équilibrée et sans licenciement. C'est ça le service public ! »⁴

Quant aux CFF, transformés en SA en 1999, les récentes annonces de suppression de postes chez CFF Cargo (voir *La brèche* N° 19) sont là pour nous rappeler les ravages opérés dans les anciennes régies fédérales, dix ans après le début du « co-aménagement ».

Swisscom aux avant-postes des privatisations

Lors de la séparation des PTT, la bourgeoisie avait déjà donné au secteur des télécommunications une structure et un fonctionnement beaucoup plus libéralisé que pour le secteur de la poste. Contrairement à La Poste, Swisscom fut dès son origine une société anonyme régie par le Code des obligations. Les possibilités de diminuer drastiquement les effectifs ont été saisies à plein afin de rendre l'entreprise la plus rentable possible. Lors de sa création, le secteur du nettoyage fut entièrement externalisé grâce à un partenariat avec le leader danois du nettoyage ISS. 1 620 personnes furent touchées. Les externalisations et les plans de retraites anticipées furent les premières mesures prises par le géant bleu. 4 000 emplois furent ainsi supprimés. Une deuxième vague de suppression de postes fut annoncée en 2000, concernant 3 000 autres postes. Aujourd'hui, le « grand nettoyage » effectué, Swisscom peut être vendue aux grands actionnaires. Les autres anciennes régies fédérales, à travers leur processus d'adaptation aux mécanismes de marché, sont appelées à suivre. Le référendum annoncé, pour autant nécessaire qu'il soit, ne saurait suffire. C'est en effet contre dix ans de réformes qu'il faut se battre aujourd'hui.

1. *Nouveau Quotidien*, 7 mars 1997.

2. USS : « Contester ? Non ! Co-aménager », p. 7.

3. *TuG*, 1^{er} février 2006.

4. Communiqué de presse du PSS, 27 mai 2003.

WWW.LABRECHE.CH

Les archives, des dossiers d'actualité, des feuilles de signature téléchargeables pour les référendums contre la LÉtr et la LAsi,....

BRÈVES

Bolkestein: le retour

Annoncée dans les poubelles de l'histoire par un Chirac déstabilisé par les collectifs du Non à la constitution, voilà que la directive Bolkestein refait son apparition et triomphe même en première lecture au parlement européen. Représentant 70 % du PIB de l'Europe, les services sont un marché trop important pour échapper aux assauts des libéralisations. Prônant le principe du pays d'origine quant aux législations sociales, la directive Bolkestein est une vraie machine à dumping salarial entendant mettre en concurrence les salariés européens les uns contre les autres. Le samedi avant les débats parlementaires 15'000 personnes avaient défilé à Strasbourg. Des manifestations avaient été organisées un peu partout en Europe. 40'000 personnes sont descendues dans les rues de Berlin au moment où l'Allemagne vit sa première grève des services publics depuis bientôt 15 ans. Lors du débat parlementaire, 50'000 personnes ont manifesté à Strasbourg. Des manifestations de résistance qui ont leur importance aussi ici, en Suisse. La Suisse n'échappera pas en effet à la directive Bolkestein. Comme l'avouait le spécialiste de droit européen Nicolas Levrat dans la Tribune de Genève du 15 février: «la suite logique des accords bilatéraux, qui visent à intégrer l'économie suisse à l'économie européenne, voudrait que la Suisse monte dans le train en cas d'acceptation de cette directive par l'UE.» Les accords de libre circulation des personnes prévoient déjà une libéralisation partielle des prestations de service pour une période de 90 jours par an. Il suffirait alors de faire sauter cette restriction. Les accords bilatéraux montrent une fois de plus leur vraie nature: celle d'un dispositif visant à briser les droits de l'ensemble des salariés.

Genève: syndicalistes inculpés. Le tribunal de police ou... les assises?

Saisi d'une demande émanant des organisations syndicales de classer les poursuites contre les cinq syndicalistes (dont notre camarade P. Gilardi) inculpés pour les piquets dressés devant les Transports Publics Genevois en mai 2004, le procureur général du Canton de Genève a décidé de passer outre. Il a demandé aux inculpés de choisir la chambre par laquelle ils désirent être jugés: le tribunal de police ou... les assises? Décidément, le zèle du procureur général n'a pas de limites: après avoir claironné sa volonté de poursuivre pénalmente les squatteurs, voici que ce sont les méthodes syndicales qu'il veut traduire en procès! Quant à ces cinq personnes, elles risquent jusqu'à trois ans de prison pour «entrave à l'exercice d'un service d'intérêt général». Des résolutions d'assemblées syndicales ou de mouvements ainsi que des demandes de simples personnes exigeant le classement de la procédure contre les cinq syndicalistes peuvent toujours être envoyées à Daniel Zapelli, procureur général, 4, Place du Bourg-de-Four, 1205 Genève, avec copie à SSP-vpod, 6, Terreaux-du-Temple, 1201 Genève.

Mauvais renouvellement de la convention collective des machines

La nouvelle convention collective de travail dans l'industrie des machines a été conclue à la fin 2005. Retour sur un résultat amer.



Un nouveau syndicat pour une vieille politique syndicale. Ici Renzo Ambrosetti, coprésident d'Unia, ancien président de la FTMH.

LUCIO FINZI

Le renouvellement de la convention collective de travail (CCT) de l'industrie des machines, métallurgie et électronique s'est terminé comme on pouvait se l'imaginer: avec un résultat qui laisse sur leur faim les travailleurs et les travailleuses de ce secteur, qui depuis des années, attendaient le renouvellement de cette CCT avec l'espoir d'y voir apparaître quelques améliorations. Il faut en effet se rappeler que la CCT à renouveler était celle qui avait été signée il y a sept ans: elle est arrivée à échéance en 2004 et a été prolongée, tacitement, pour deux années ultérieures.

Aujourd'hui, après cette longue attente et après avoir vu des milliers de licenciements et assisté à des centaines de plans de restructuration qui ont permis au patronat d'augmenter les taux de profits de manière fabuleuse, 120'000 travailleurs et travailleuses du secteur sont obligés d'accepter les miettes que les patrons leur concèdent.

Maigre résultat

Si l'on compare la liste des revendications que le mouvement syndical, et en première ligne le «nouveau» syndicat UNIA, avaient mis en avant avec le résultat final, il apparaît de manière évidente que presque rien n'a été obtenu.

Les revendications les plus importantes, comme l'introduction de salaires minimaux régionaux et une négociation centralisée des augmentations annuelles de salaires, n'ont même pas été prises en considération par les patrons. De même, rien n'a été obtenu sur d'autres points importants comme l'introduction d'un système de retraite anticipée (il n'y aura qu'un groupe de travail pour «étudier» la question durant ces deux prochaines années), la protection des membres des commissions du personnel contre les licenciements, la soumission des apprentis à la CCT, l'égalité salariale entre hommes et femmes, etc.

Peu de revendications ont été acceptées par le patronat. Il s'agit dans presque tous les cas de revendications «gratuites» ou du genre à ne plus représenter désormais un coût excessif par rapport à des dispositions de loi en vigueur ou qui vont être bientôt introduites. Les deux seules améliorations matérielles que les directions syndicales peuvent présenter comme telles entrent dans ce cadre: l'augmentation du congé maternité payé à 100 % de 14 à 16 semaines et l'augmentation de l'allocation pour enfants

qui passe à Fr. 200.— par mois. Il s'agit de deux concessions qui ne coûtent pas grand-chose aux patrons et ne représentent pas une grande «nouvelauté» par rapport aux dispositions légales. En effet, l'introduction de l'assurance maternité a porté le droit au congé maternité à 80 % du salaire pour quatorze semaines à toutes les travailleuses. Il est probable que cette nouveauté législative ait contribué à fortement diminuer les dépenses que les employeurs devaient assumer auparavant, dans le cadre des assurances maternité collectives qui garantissent les quatorze semaines à 100 % prévues dans la CCT.

On peut dire la même chose de l'allocation pour enfants. Cette «conquête» des travailleurs de l'industrie des machines risque de ne plus en être une dans quelque mois, si le Parlement accepte — ce qui est vraisemblable — la proposition de porter l'allocation pour enfants à Fr. 200.— par mois pour tous.

Rideau de fumée...

Qui lit les prises de positions des directions syndicales sur ce renouvellement conventionnel se trouve confronté à de longues listes d'améliorations formulées de manière générique: presque tous les articles de la CCT auraient été retouchés en faveur des travailleurs et des travailleuses. Une analyse plus détaillée démontre en fait que cette présentation se réduit à un rideau de fumée destiné à cacher de bien maigres résultats.

Un exemple important est la question de la protection contre le licenciement des membres des commissions d'entreprises. Une question qui est pourtant devenue centrale, après que beaucoup d'entreprises aient procédé ces derniers mois à des licenciements de membres de commissions dans le cadre de licenciements soi-disant «économiques».

La revendication syndicale sur ce sujet était claire: les membres des commissions ne doivent pas être licenciés pendant l'ensemble de leur mandat et dans les deux ans qui suivent la fin de celui-ci. Au bout du compte, le résultat obtenu est faible: en cas de licenciements pour raisons «économiques» les membres des commissions ont droit à un mois de plus de délai de licenciement. C'est peu. C'est même presque rien pour une question qui était devenue brûlante ces derniers mois et qui était même au centre du débat lors de la votation sur la «libre circulation» dans le cadre des bilatérales...

Travailler plus et être toujours plus flexible

Le renouvellement contractuel précédent avait introduit une flexibilité du temps de travail presque totale, avec l'annualisation du temps de travail. De plus, la limite maximale par année pouvait être dépassée grâce à l'article de crise: devant les exigences de la production (innovation, difficultés économiques, etc.) le patron pouvait déroger à l'organisation et à la durée normale du travail — y compris au-

delà d'une flexibilité déjà très grande et devenue «normale».

Le dépliant de revendications du syndicat UNIA affirmait que les choses étaient devenues hors de tout contrôle dans ce domaine, et le même dépliant soulignait que «l'horaire de travail doit devenir à nouveau prévisible et planifiable pour les travailleurs et les travailleuses.» «A nouveau» signifie en fait que cet horaire ne l'était désormais plus. Dans le même temps, le syndicat demandait la diminution du temps de travail à quarante heures en cas d'introduction de l'horaire flexible annuel, une diminution du travail en équipes et des suppléments en argent pour les heures supplémentaires.

Rien de tout cela n'a été obtenu, mais il y a pire encore: le nouvel article 57 permet de continuer de déroger aux heures de travail maximales (annuelles et hebdomadaires), en élargissant le spectre des cas dans lesquels des dérogations sont possibles: on passe des «difficultés conjoncturelles» (à ce titre, on passe de 100 heures supplémentaires par an anciennement à 200 heures par an dans le nouveau contrat) à la «mise en œuvre de projets d'innovation d'une importance particulière» (une augmentation qui peut se prolonger pendant 18 mois pour les travailleurs de ces «projets novateurs»), du «déassement des difficultés économiques» (jusqu'à 24 mois) à l'«amélioration de la compétitivité» (cadre dans lequel on peut atteindre la limite de 2210 heures par an, donc 130 de plus par rapport à la durée «normale» de 2080 heures).

Un résultat qui est le produit d'une politique

Le résultat obtenu dans ce renouvellement est donc très négatif. On ne peut pas juger autrement ce contrat collectif qui non seulement n'apporte pas d'améliorations aux travailleurs, mais qui fait de plus de nouvelles concessions aux patrons.

Il est vrai que ce résultat était hautement prévisible. Le résultat d'un renouvellement de convention collective est toujours la cristallisation, à un moment donné, d'un rapport de forces entre le patronat et les organisations syndicales. Et il n'y a aucun doute que ce rapport de forces soit totalement en faveur du patronat.

La politique conduite par les directions syndicales dans le cadre de ce renouvellement de CCT a été de ne strictement rien faire pour au moins essayer de modifier ce rapport de forces (au-delà même de la possibilité concrète d'y parvenir). Aucune mobilisation sur les places de travail, aucune manifestation nationale, aucune tentative de construire, d'une quelconque manière, une pression sociale pour faire sentir le poids des travailleurs dans la négociation.

En fait, les négociations, dites «dures», ont eu lieu dans les salons feutrés de quelques grands hôtels, devant des tables bien fournies qui laissaient peu d'espace à la «dureté»: comme toujours, il s'agissait par contre de conversations entre per-

sonnes de «bon sens», qui ont à cœur «le bien» de l'industrie suisse des machines et sa capacité à rester «compétitive» sur le marché mondial. Les négociations ont eu lieu dans ce cadre et il n'est donc pas surprenant que le résultat soit celui, maigre, que nous avons montré.

Pari perdu pour Unia

Il faut se rappeler que les responsabilités syndicales de ce triste résultat ne sont pas portées que par Unia. Le syndicat né de la fusion du SIB et de la FTMH ne représente plus (et depuis longtemps) la force syndicale principale au sein de la communauté contractuelle signataire de la CCT de l'industrie des machines. La politique de paix sociale prônée par la FTMH pendant des décennies, son incapacité à s'ouvrir aux nouvelles configurations professionnelles, l'exclusion quasi-totale des commissions du personnel des entreprises les plus importantes sont tous des éléments qui ont porté au déclin de la FTMH (et aujourd'hui d'Unia). A l'heure actuelle, ce syndicat ne parvient pas à organiser 10 % des travailleurs de ce secteur.

On avait dit que la fusion renforcerait la capacité d'action syndicale, qu'elle donnerait une plus grande force et permettrait le lancement d'une nouvelle politique syndicale. La réalité est bien plus prosaïque: la «vieille» politique de la FTMH à l'enseigne de la paix du travail la plus pure a désormais conquis Unia et a gagné également des secteurs — originellement du SIB — qui s'étaient démarqués, pendant une période, par leur tentative d'ouvrir de nouvelles voies dans l'action syndicale en Suisse.

Le premier anniversaire d'Unia représente donc un «retour à la réalité» de la situation tragique dans laquelle se trouve le mouvement syndical de ce pays. Elle est caractérisée par une perte de contact avec les travailleurs et les travailleuses, la disparition de tout réseau de présence organisée sur les lieux de travail et l'incapacité à construire de réelles mobilisations.

Devant cette situation, les directions syndicales, en commençant par celle d'Unia, ont choisi la voie d'un syndicalisme de type institutionnel, fait de référendums et d'initiatives, qui substitue une présence dans ladite «opinion publique» à la mobilisation des travailleurs: communications, prises de positions, scoops, présence propagandiste massive (drapeaux, logo, gadgets) tendent désormais à remplacer le travail de terrain visant à construire des dynamiques de mouvement parmi les travailleurs. L'impression «d'être forts» remplace une capacité réelle de construire un rapport de forces. Il s'agit d'un bluff que le patronat a compris depuis longtemps, lui qui est bien plus habile à lire les vrais rapports de force. Ce patronat accepte donc de cohabiter avec ce bluff, dans le cadre d'un «jeu de rôles» qui n'a aucune influence sur la réalité des choses.

Bolivie : Morales élu, et après ?

Que se passe-t-il en Bolivie ? Quelle est la signification, quelle est la portée de la victoire électorale d'Evo Morales ? Le processus bolivien est-il destiné à une réédition des trahisons des espoirs des masses dont se sont rendus coupables les gouvernements de Lula au Brésil et de Tabaré Vasquez en Uruguay ? Ou les dynamiques en cours peuvent-elles ouvrir de nouvelles perspectives ?

Pour essayer de comprendre, pour éviter aussi bien les écueils de l'optimisme béat que ceux des prophéties catastrophistes, nous publions à la fois la mise en perspective d'un journaliste latino-américain et l'interview d'un des principaux dirigeants du mouvement social bolivien, Carlos Rojas.

DANIEL CAMPIONE

On assiste en Amérique du Sud à des changements importants quant aux forces politiques qui accèdent au contrôle de l'appareil de l'Etat. Dans la plupart des pays, la crise provoquée par les politiques néolibérales est devenue évidente en tout cas pour une population pauvre grandissante pour laquelle chômage, précarisation et détérioration catastrophique des conditions de vie sont le lot quotidien.

L'échec des projets politiques prétendant anti-libéraux – qui se limitaient à des déclarations verbales tout en se soumettant au « consensus de Washington » – comme celui de Fernando de la Rúa en Argentine et de Alejandro Toledo au Pérou a ouvert un important questionnement sur les pratiques et les discours des directions politiques traditionnelles [...] et sur les relations de pouvoir fondamentalement injustes qui les sous-tendent.

C'est dans ces circonstances qu'a fini par s'ouvrir une voie grâce à laquelle des forces issues de la gauche radicale ont pu pour la première fois accéder au gouvernement de leur pays. Compte tenu de la situation particulièrement critique, cela était attendu, si ce n'est avec impatience, pour le moins avec une certaine bienveillance par l'establishment, par les grands entrepreneurs

locaux en premier lieu.

L'auto-modération au pouvoir

Au Brésil et en Uruguay, le PT et le Frente amplio sortaient d'une série de défaites électorales et d'un processus prolongé « d'auto-modération » de leurs programmes et de démobilitation de leurs bases d'appui parmi les classes populaires organisées. La « longue marche » vers la conversion en forces politiques « sérieuses » garantes de « gouvernabilité » [...] fût finalement récompensée par l'accès au gouvernement, qu'une partie des bourgeoisies locales a accueilli avec une évidente satisfaction tandis que d'autres secteurs ont opté par une sorte de résignation attendue. En aucun cas par contre ne se firent jour des attitudes menaçantes ou golpistes, d'autant que le recours à cette voie contre Chavez s'était soldé par l'échec retentissant du coup d'Etat et du *lock-out* patronal et par la défaite lors du référendum constitutionnel [d'août 2004 lorsque la destitution de Chavez fut refusée par 58 % des votants n.d.l.r.].

La trajectoire récente des deux pays conforte les espoirs des possédants, tellement leurs gouvernements ont paru soucieux de se distancer du Venezuela où Chavez a réussi à se couler de manière inespérée dans les interstices laissés par une profonde crise du système

des partis et accéder à la présidence sans devoir passer par la conversion en « forces éligibles » par lesquelles avait passé la gauche au Brésil et en Uruguay [...].

Inéluctable, l'adaptation ?

Certaines voix se sont levées pour prophétiser l'inexorable convergence de l'expérience bolivienne avec celle des gouvernements de Lula et de Tabaré Vasquez. Mais rien n'est moins évident [...].

Contrairement à leurs voisins, Evo Morales et le MAS [Mouvement vers le socialisme, n.d.l.r.], n'arrivent pas au gouvernement en plein reflux des mouvements sociaux ; au contraire, c'est au cours d'un vaste processus de mobilisation d'un mouvement social qui a fait la démonstration de sa propre force en déclenchant des protestations d'ampleur, de la guerre de l'eau [la bataille contre la privatisation de l'eau qui a abouti au retrait de la mesure, n.d.l.r.] au renversement de deux gouvernements. Le « chemin à la modération » que le MAS a paru vouloir emprunter lors des premiers meetings électoraux a en ce sens été obstrué par de nouvelles manifestations de rébellion populaire [...] qui ont obligé Morales à adopter une position tranchée à propos de la nationalisation du gaz.

De plus, à la différence du Brésil et de l'Uruguay, la coalition au gouvernement en Bolivie doit tenir compte d'une gauche particulièrement radicale : c'est un secteur qu'elle ne pourra pas mettre hors-jeu en vilipendant son « ultragauchisme » ou son « fondamentalisme indigène », ni réfuter en bloc ses propositions sous prétexte de « poids électoral insuffisant ». De plus, il y a là-bas des organisations populaires considérables capables de constituer une pression contraire à celles, très fortes, qui poussent Evo à un « réalisme résigné », celui qui limite les possibilités d'action, en vertu d'une supposée réalité objective, au noyau dur des intérêts des classes dominantes.

Une marge de manœuvre limitée

Les contradictions sociales en Bolivie sont singulièrement profondes et la marge de manœuvre pour des « solutions pactisées » avec l'establishment est bien plus réduite que dans les autres pays de la région. Il n'est certes pas à exclure que des secteurs particulièrement lucides du patronat et de la direction politique traditionnelle soient prêts à un certain nombre de concessions qui crédibilisent les solutions modérées et offrent un certain nombre de garanties à la bourgeoisie nationale et aux multinationales. A leur tour, Lula et Kirchner se profilent comme des facteurs « d'équilibre » contre toute tentative de radicalisation ou contre les « mauvaises influences » que pourrait exercer le « collègue vénézuélien ».

De toute évidence, la présidence qui s'ouvre, laisse ouvertes plusieurs options [...]. Les révolutions ne sont pas des

actes uniques mais des processus sociaux prolongés et en rien linéaires ; leurs fondements se construisent en partie par des réformes déterminées et radicales [...]. Mais, tout aussi importante sera la question de la construction d'espaces de pouvoir pour les mouvements populaires, comme le seront les efforts faits pour radicaliser la démocratie, pour la transformer en instrument de l'amélioration consistante des conditions de vie et de la capacité de décision et de gestion de la majorité populaire. Le chemin qui pourra être parcouru dans cette direction ne peut pas être tracé par des experts ou des technocrates, mais par les luttes sociales qui, de manière plus ou moins ouverte, vont exister dès le premier jour autour des options discutées par le gouvernement.

La gauche sud-américaine ne doit pas fêter prématurément un « changement historique » que rien pour le moment n'autorise à considérer comme acquis. Mais, elle ne doit pas non plus se complaire dans les prophéties les plus noires.

La sympathie que les gouvernements manifestent pour Evo, pour son pull à rayures, la condescendance pour le rappel de l'identité indienne visent à accompagner une adaptation

silencieuse aux frontières du possible, définies de manière exclusive par les pouvoirs régionaux et mondiaux [...]. Mais rien, en absolu, n'est joué. Les signes d'adaptation au « réalisme dominant » manifestés par Evo lors de sa tournée internationale ne représentent pas une preuve définitive d'une orientation politique : ils représentent plutôt un mélange de préoccupations tactiques devant les pouvoirs internationaux, fruit des tensions non résolues qui traversent la coalition qui soutient Evo. Ceux « d'en bas » demanderont inévitablement des comptes et exerceront forcément des pressions sur un MAS hétérogène. [...]

Entre optimisme et noires prophéties

Il s'agit donc d'un processus ouvert dont le sort se jugera au cours des prochains mois et années. L'attitude de la gauche sud-américaine ne doit pas consister à fêter prématurément un « changement historique » que rien pour le moment n'autorise à considérer comme acquis. Mais, elle ne doit pas non plus se complaire dans les prophéties les plus noires [...] en s'accordant la maigre consolation de pouvoir dénoncer « une nouvelle trahison ». Que priment les impulsions antipitalistes ou que se développe une croyance illusoire dans le « capitalisme andin », c'est ce que définiront avant toute autre chose les luttes. ...

« Nous construisons les assemblées populaires »

Interview de Carlos Rojas, dirigeant de la FEJUVE¹ d'El Alto², lors du forum social mondial à Caracas.

INTERVIEW : PAOLO GILARDI

Quelle est la signification pour le peuple bolivien du triomphe électoral de Evo Morales ?

Carlos Rojas – Le triomphe d'Evo Morales exprime la rupture du peuple bolivien avec l'oligarchie et les partis politiques traîtres. 54 % des pauvres de ce pays ont voté pour Evo parce qu'ils ont des illusions sur la volonté d'un gouvernement du MAS de tenir ses promesses. Mais, au vu de ses discours et de son programme, je ne suis pas certain qu'Evo Morales va nationaliser les hydrocarbures...

Encore avant les élections, la Centrale ouvrière bolivienne, la COB, la fédération des mineurs de la centrale ouvrière de El Alto et la FEJUVE avaient organisé une rencontre nationale pour définir une position face au nouveau gouvernement. Quelle est cette position ?

C. R. – Nous avons laissé la

liberté de vote car nous considérons qu'aucun des candidats en mesure de l'emporter ne s'était clairement positionné en faveur de nos revendications, celles issues du soulèvement d'octobre 2003.

Et aujourd'hui ?

C. R. – Aujourd'hui, nous mettons sur pied une campagne nationale pour construire des Assemblées populaires dans tout le pays. En effet nous sommes convaincus que si, comme en 2003 et en 2005, il faudra redescendre dans la rue, ces instruments du pouvoir populaire seront indispensables.

Est-ce que, depuis son élection, Evo Morales a cherché des contacts avec les organisations populaires ?

C. R. – Non, mais nous non plus, nous n'avons pas essayé d'obtenir une rencontre avec lui, il était trop occupé. En effet, il s'en est allé faire des tournées en Europe et ailleurs pour rassurer les bourgeoisies

sur son programme de gouvernement. Et avant de partir, il s'est rendu en priorité à Santa Cruz pour tranquilliser l'oligarchie.

Donc ? Quelles échéances pour le peuple bolivien ?

C. R. – Nous avons appris au cours de ces dernières années qu'il ne suffit pas de chasser un gouvernement – et nous en avons chassé deux ! – car il y en a toujours un de rechange derrière la porte qui est là pour protéger les intérêts de l'oligarchie. C'est exactement ce qui s'est produit lorsque nous avons mis dehors Sanchez de Losada en 2003 et Carlos Mesa, l'an passé. C'est là un des principaux enseignements que nous tirons de ces expériences : le gouvernement de Evo Morales est l'expression de notre incapacité de construire l'instrument politique qui permette à notre peuple de prendre le pouvoir. Pour ne pas commettre la même erreur, c'est à cela que nous devons nous atteler.



Lors de la cérémonie d'investiture d'Evo Morales sur les « terres ancestrales ».

Concrètement ?

C. R. – Les prochains mois seront décisifs. Plusieurs dirigeants des organisations sociales et cadres ouvriers se sont réunis en décembre à El Alto pour définir des tâches communes. Construire cet instrument politique signifie aussi porter une attention particulière aux expériences que représentent le Parti du socialisme et de la liberté au Brésil (P-Sol), le Mouvement socialiste des travailleurs en Argentine (MST) et le Parti de la révolution et du socialisme du Venezuela. C'est avec ces camarades et avec d'autres, en Amérique du Nord

et en Europe, que nous voulons construire ce projet dont on discute ici [au Forum social mondial, n.d.l.r.] ces jours, le socialisme du XXI^e siècle. Et pour cela, c'est d'une internationale que nous avons besoin, une internationale qui ouvre un nouveau chemin vers la libération.

1. La Fédération des associations de voisins d'El Alto (FEJUVE) est au cœur des mobilisations. Ses trois revendications sont la récupération des ressources naturelles (eau, pétrole et gaz), l'élection d'une Assemblée constituante et le procès des responsables de la sanglante répression des manifestations d'octobre 2003, à commencer par l'ex-président Gonzalo Sanchez de Lozada. En novembre 2004, la FEJUVE avait obtenu un pre-

mier résultat, la rupture du contrat de Aguas del Illimani (filiale de Suez), qui assure la distribution d'eau à El Alto et à La Paz. Le 26 mai 2005, la FEJUVE a lancé une grève illimitée et organisé des manifestations à répétition, mobilisant à tour de rôle les quartiers d'El Alto. La grève insurrectionnelle a abouti au renversement du président Carlos Mesa. 2. Du haut de ses 4000 mètres, El Alto domine La Paz. La plupart des manifestants qui harcèlent le pouvoir politique descendent de là. El Alto est la capitale de la contestation qui ébranle la Bolivie. La ville grouille d'activités commerciales et artisanales, car l'essentiel se fait à domicile. Capitale de la contestation, El Alto est aussi la capitale de l'économie informelle. Les Ateños, habitants d'El Alto, sont à 70 % pauvres mais sûrement pas inactifs. Cette ville-dortoir est passée de 100'000 habitants en 1976 à 400'000 en 1992, puis le double aujourd'hui. Dans les zones périphériques, il y a des usines.

Premières réflexions sur la victoire électorale du Hamas

GILBERT ACHCAR*

1. La victoire électorale étonnante du Hamas n'est qu'un des produits de l'utilisation intensive par les États-Unis dans le monde musulman, depuis les années 1950, de l'intégrisme islamique comme arme idéologique contre le nationalisme progressiste et le communisme – en collaboration étroite avec le royaume saoudien, protecteur de fait des États-Unis presque depuis sa fondation. La promotion de l'interprétation la plus réactionnaire de la religion islamique – exploitant des croyances religieuses profondément enracinées dans les couches populaires – a conduit à ce que cette idéologie remplisse le vide laissé par l'épuisement, au cours des années 1970, des deux courants idéologiques qu'elle a servis à combattre.

La route était donc pavée dans l'ensemble du monde musulman pour la transformation de l'intégrisme islamique en expression prépondérante des amertumes et désillusions des masses populaires face aux attentes nationales et sociales. Cela se produisit au grand désarroi des États-Unis et de leur protecteur : l'Arabie saoudite. L'histoire des relations de Washington avec l'intégrisme islamique est l'illustration moderne la plus frappante de l'allégorie de l'apprenti sorcier¹.

2. La scène palestinienne ne fit pas exception à ce phénomène régional d'ensemble, bien que le processus s'y effectuât avec un certain décalage dans le temps. À l'origine, le mouvement de guérilla palestinien avait occupé l'avant-scène à la suite de l'épuisement du nationalisme arabe plus traditionnel et en tant qu'expression d'une radicalisation. Toutefois, le mouvement connut une bureaucratisation très rapide, stimulée par une injection impressionnante de pétrodollars. Il atteignit des niveaux de corruption sans équivalent dans l'histoire des mouvements de libération nationale. Néanmoins, aussi longtemps qu'il continuait à représenter, sous les traits de l'OLP (Organisation de Libération de la Palestine), – ce qui peut être décrit comme un « appareil d'État sans État à la recherche d'un territoire » – le mouvement national palestinien pouvait toujours donner corps aux aspirations de la vaste majorité des masses palestiniennes, malgré les nombreux tourments, contorsions et engagements trahis dont son histoire est parsemée.

Toutefois, lorsqu'une nouvelle génération de Palestiniens s'engagea dans la lutte à la fin des années 1980, avec l'Intifada qui commença en décembre 1987, sa radicalisation s'enga-

gea de plus en plus sur la voie de l'intégrisme islamique. Cela fut facilité par le fait que la gauche palestinienne – qui était la force dirigeante de l'Intifada dans les premiers mois – a gâpillé cette dernière occasion historique, en finissant par s'aligner encore une fois derrière la direction de l'OLP, assurant ainsi sa propre déroute. [...]

3. Les Accords d'Oslo de 1993 ont inauguré la phase finale de la dégénérescence de l'OLP, lorsque sa direction – ou, plus exactement, le noyau dirigeant de cette direction qui passa par-dessus les organes dirigeants officiels – se vit offrir une tutelle sur la population palestinienne de Cisjordanie et de Gaza. Cela lui fut accordé en échange de ce qui équivalait à une capitulation : la direction de l'OLP abandonna les conditions minimales qui étaient requises jusque-là par les négociateurs palestiniens de l'intérieur des territoires occupés en 1967 (d'ores et avant, les Territoires), avant tout un engagement israélien à geler la construction des implantations de colonisation de leurs territoires en attendant de les démanteler. Les conditions mêmes de cette capitulation – qui vouaient les Accords d'Oslo à un échec tragique, comme les critiques de ces accords le prouvent à juste titre depuis le début – ne pouvaient qu'accélérer le changement d'orientation politique de la majorité populaire palestinienne.

La victoire électorale du Hamas est une gifle retentissante pour l'administration Bush. Dernière illustration de la politique de l'apprenti sorcier conduite de façon spectaculaire par les États-Unis au Moyen-Orient

L'État sioniste tira profit de la trêve dans les Territoires, et de l'ordre imposé par l'Autorité palestinienne (AP) jouant le rôle de force de police par procuration qu'Israël lui avait assigné. Il intensifia fortement la colonisation et la construction d'une infrastructure qui visait à faciliter son contrôle militaire sur ces Territoires. Le discrédit de l'AP augmenta de manière inexorable en conséquence. Cette perte de soutien populaire limita de plus en plus sa capacité à sévir contre le mouvement intégriste islamique palestinien, comme il lui avait été demandé et comme elle avait tenté de faire dès 1994. Cette fragilisation de sa base ne pouvait que rendre encore plus difficile l'objectif de marginaliser le mouvement islamique sur

les plans politique et idéologique. De plus, le transfert de la bureaucratie de l'OLP de l'exil vers l'intérieur des Territoires – en tant qu'appareil dirigeant chargé de contrôler la population qui avait fait l'Intifada – a conduit très vite à ce que sa corruption atteigne des sommets. Cette corruption, la population des territoires put la constater directement pour la première fois.

En même temps, le Hamas, à l'instar de la plupart des mouvements intégristes islamiques de masse – et à la différence du « substitutisme » d'organisations strictement terroristes, dont al-Qaïda est devenu l'exemple le plus spectaculaire – se souciait d'apporter des réponses concrètes aux besoins essentiels des couches populaires et d'organiser des services sociaux, tout en cultivant sa réputation d'austérité et d'incorruptibilité.

4. L'irrésistible ascension d'Ariel Sharon à la tête de l'État israélien fut le résultat de la provocation à laquelle il se livra en septembre 2000, provocation qui déclencha la « Seconde Intifada ». En raison de sa militarisation, ce second soulèvement ne reproduisit pas les traits les plus positifs de la dynamique populaire de la première Intifada. Du fait de sa nature même, l'AP ne pouvait prendre appui sur l'auto-organisation des masses ; elle ne pouvait se « engager sur la voie qui lui était la plus familière en renforçant ainsi la militarisation du soulèvement. [...]

La victoire électorale du criminel de guerre, Sharon, en février 2001 – un événement tout aussi « choquant » que la victoire du Hamas, si ce n'est bien plus – renforça inévitablement le mouvement intégriste islamique, son pendant du point de vue de la radicalisation des positions sur fond de compromis historique mort-né. Tout cela a été fortement accentué, bien entendu, par l'accession à la présidence des États-Unis de George W. Bush, suivie du déchaînement de ses ambitions impériales les plus farouches suite aux attaques du 11 septembre 2001.

5. Ariel Sharon a joué habilement sur la dialectique entre lui-même et son véritable pendant palestinien, le Hamas. Son calcul était simple : afin de mener à bien, de manière unilatérale, sa propre version dure de l'interprétation sioniste d'un règlement avec les Palestiniens, il avait besoin de réunir deux conditions :

- réduire au minimum la pression internationale pouvant s'exercer sur lui – en particulier celle des États-Unis, la seule qui importe en Israël ;
- faire la démonstration qu'il n'existe aucune direction palestinienne avec laquelle Israël pourrait traiter.

Dans ce but, il devait mettre en relief la faiblesse de l'AP et la décrédibiliser en tant qu'interlocutrice, en attisant l'expansion

du mouvement intégriste islamique, sachant que ce dernier est frappé d'anathème par les États occidentaux. Ainsi, chaque fois qu'une forme de trêve était négociée par l'AP avec les organisations islamistes, le gouvernement Sharon se livrait à une « exécution extrajudiciaire » – en langage clair, un assassinat – afin de provoquer ces organisations à engager des représailles avec les moyens dont elles sont devenues spécialistes : les attentats suicides, leurs « F-16 » comme elles disent.

Cela avait le double avantage de souligner l'incapacité de l'AP à contrôler la population palestinienne et d'accroître la popularité de Sharon en Israël. En vérité, la victoire électorale du Hamas est le résultat que la stratégie de Sharon visait à obtenir de toute évidence, comme plusieurs observateurs perspicaces n'ont pas manqué de le souligner.

6. Jusqu'à la fin de ses jours, Yasser Arafat a pu utiliser ce qui lui restait de son propre prestige historique. Contrairement à ce que de nombreux commentateurs ont affirmé, la réclusion forcée d'Arafat par Sharon au cours des derniers mois de sa vie n'a pas « discrédité » le dirigeant palestinien. En réalité, la popularité d'Arafat était historiquement au plus bas avant sa réclusion ; elle reprit vigueur après son « enfermement ».

Le leadership d'Arafat a toujours été directement nourri, en réalité, par la diabolisation dont il a été l'objet de la part d'Israël. Sa popularité augmenta de nouveau, en conséquence, lorsqu'il devint le prisonnier de Sharon. C'est bien pourquoi le candidat d'Israël et des États-Unis à la direction des Palestiniens, Mahmoud Abbas, ne fut pas capable de prendre effectivement les affaires en main aussi longtemps qu'Arafat était en vie. [...]

7. La victoire électorale du Hamas est une gifle retentissante pour l'administration Bush. Dernière illustration de la politique de l'apprenti sorcier conduite de façon spectaculaire par les États-Unis au Moyen-Orient, c'est l'estocade finale

apportée à la rhétorique démagogique et mensongère, d'inspiration néoconservatrice, au sujet de la « démocratisation » du « Grand Moyen-Orient ». Il est certes encore trop tôt pour prédire avec quelque assurance ce qui va se passer sur le terrain. Il est néanmoins possible de formuler quelques observations et d'avancer quelques pronostics.

a) Le Hamas n'a pas de motivation sociale à collaborer avec l'occupation israélienne – du moins rien de comparable à celle de l'appareil de l'AP originaire de l'OLP. Le mouvement intégriste a d'ailleurs été plongé dans un certain désarroi par sa propre victoire : il aurait certainement préféré être dans la position beaucoup plus confortable de principale force d'opposition parlementaire à l'AP. Dès lors, il faut beaucoup d'autosuggestion et de vœux pieux pour croire que le Hamas va s'adapter aux conditions dictées par les États-Unis et Israël.

Une collaboration est d'autant plus improbable que le gouvernement israélien, sous la direction du nouveau parti Kadima, fondé par Sharon, continuera la politique de ce dernier en utilisant à fond le résultat des élections qui convient si bien à cette fin, rendant ainsi impossible un compromis avec le Hamas. En outre, le Hamas doit faire face à un rival pratiquant déjà une surenchère à son égard : le « Jihad islamique » qui a boycotté les élections.

b) Afin de tenter de sauver le volet palestinien qui est d'importance névralgique pour la politique moyen-orientale des États-Unis dans son ensemble, une politique qu'elle a réussi à mettre dans une situation désastreuse, l'administration Bush va très probablement envisager trois possibilités :

- La première serait un tournant majeur de la part du Hamas, un tournant acheté et effectué par l'entremise des Saoudiens. Cela est cependant peu vraisemblable pour les raisons mentionnées ci-dessus, et le processus serait long et incertain.
- Une seconde consisterait à stimuler des tensions et des oppositions au Hamas afin de provoquer de nouvelles élections dans un proche avenir. Cela pourrait se faire en

exploitant les vastes pouvoirs présidentiels qu'Arafat s'était attribués et dont Mahmoud Abbas a hérité, ou bien par une démission de ce dernier entraînant une nouvelle élection présidentielle. Pour qu'une telle opération soit couronnée de succès, ou même digne d'être tentée, il faudrait disposer d'une personnalité crédible pouvant regagner une majorité en faveur de la direction palestinienne traditionnelle. Mais la seule personnalité disposant du minimum de prestige requis pour un tel rôle est, aujourd'hui, Marwan Barghouti, qui – depuis sa prison israélienne – a passé une alliance avec Mohammed Dahlan en vue des élections. Il est dès lors probable que Washington exerce bientôt une pression sur Israël afin qu'il soit libéré.

● Une troisième option serait le « scénario algérien », désigné ainsi par référence à l'interruption du processus électoral en Algérie par la junte militaire en 1992. Cette option est déjà envisagée à en croire certains articles dans la presse arabe. Selon ce scénario, les appareils de répression de l'AP mèneraient une attaque contre le Hamas, imposeraient un état de siège et établiraient une dictature militaro-policière. Bien entendu, une combinaison des deux derniers scénarios est également possible, en reportant la répression contre le Hamas jusqu'à ce que les conditions politiques s'y prêtent mieux.

En tout état de cause, toute tentative des États-Unis et de l'Union européenne de forcer par la faim les Palestiniens à se soumettre, en interrompant l'aide économique qu'ils leur accordent, conduirait à un désastre tant sur le plan humanitaire que sur le plan politique. Il faut s'y opposer de la manière la plus énergique.

La gestion catastrophique par l'administration Bush de la politique états-unienne au Moyen-Orient – couronnant des décennies de choix impériaux frappés de myopie et d'incompétence – n'a pas fini de porter tous ses fruits amers.

1. Voir à ce propos mon ouvrage *Le Choc des barbaries*, 10/18, 2004.



Les élections palestiniennes – ici dans un bureau de vote.

* Gilbert Achcar enseigne les sciences politiques à l'Université de Paris VIII (Saint-Denis). Texte traduit de l'anglais par la rédaction du site web A l'Encontre et disponible en version intégrale sur ce même site.

[illegible]

Venezuela: une révolution socialiste qui s'ignore?

Lors du 5^e FSM à Porto Alegre et à l'occasion du 1^{er} mai en 2005, Chavez a affirmé la nécessité d'aller au-delà du capitalisme et que la seule alternative est le socialisme.



«Très probablement, comme en d'autres occasions, le peuple outrepassera les intentions qui étaient celles de Chavez lorsqu'il commença à parler de socialisme.»

AMERICO TABATA*

Indépendamment de ce que l'on peut penser du «socialisme du XXI^e siècle» préconisé par le président vénézuélien, le plus intéressant est le fait d'avoir mis sur le tapis la discussion sur le socialisme comme issue à la critique du capitalisme. [...]

Le mérite de Chavez réside en effet dans l'ouverture d'un débat parmi de larges masses sur le socialisme comme alternative, ce qui, jusqu'à il n'y a pas longtemps, paraissait une hérésie tant le discours unique néolibéral était triomphant.

Un coq ne chanterait pas plus clair!

Quoi qu'il en soit, le plus important aujourd'hui est de définir concrètement ce qu'est le socialisme du XXI^e siècle. Beaucoup de camarades répondent aux critiques de gauche de la proposition de Chavez que cette proposition est ouverte, qu'il n'y a rien d'écrit, que tout reste à construire. Partant, des observations critiques seraient prématurées. S'il est vrai que le président n'a pas mieux précisé son concept, ses plus proches collaborateurs ont déjà été plus précis dans la définition de ce «socialisme du siècle XXI^e». D'autre part, la prise en compte de ce qui est dit et écrit ne suffit pas: encore faut-il prendre en compte les réalisations concrètes et les politiques à travers desquelles on commencerait à prendre le chemin du socialisme. Ce qui veut dire que, pour savoir si l'on est en train d'aller au socialisme, il faut aussi prendre en compte ce que le gouvernement fait.

La définition théorique la plus claire du «socialisme du XXI^e siècle» est celle qu'a donnée Heinz Dieterich, l'un des plus proches collaborateurs de Hugo Chavez, lors du Congrès mondial de la

jeunesse qui s'est tenu en août à Caracas. Il y a affirmé que c'est «une économie de marché orientée et dynamisée, jadis par l'Etat corporatiste, et aujourd'hui par un Etat bien plus démocratique». C'est, ajoutait-il, «une économie sociale de marché fondée sur la substitution des importations, un socialisme spirituel, du keynésianisme». Il précisait plus loin que «pour le socialisme, les conditions objectives n'existent pas en ce moment». Un coq ne chanterait pas plus clair!

Chavez impulserait-il le socialisme?

Mais, au-delà des discours, est-ce que Chavez est en train d'impulser la construction du socialisme au Venezuela? Non! Nous allons expliquer pourquoi.

Il n'y a pas de doute sur le fait que Chavez adopte une posture de confrontation avec l'impérialisme, et de manière bien plus spécifique, avec le président Bush. Pas de doute non plus sur le fait qu'il a pris des mesures d'expropriation de certaines usines et propriétés terriennes.

Leur nombre n'est cependant pas si grand et les entreprises expropriées sont essentiellement celles qui avaient été abandonnées par leurs propriétaires. Aucune grande entreprise nationale ni transnationale n'a par contre été expropriée, et ce même durant les moments les plus durs du lock-out patronal de 2002-03, lorsque des mesures de ce type n'auraient pas seulement été possibles, mais elles auraient bénéficié d'un large soutien d'une population qui éprouvait dans sa chair les effets néfastes de cette action criminelle et anti-populaire, le lock-out.

Ce qui est certain, c'est que les expropriations auxquelles a procédé le gouvernement n'ont pas remis en cause les fondements du système capitaliste au Venezuela. [...] Prenons par exemple la situation dans le secteur pétrolier, le plus stratégique de l'économie vénézuélienne. Le sabotage patronal [lors du lock-out, n.d.l.r.] a démontré l'importance de cette industrie pour le pays. Dès lors, pour commencer à construire le socialisme, ce sont des mesures concrètes qui doivent être prises dans ce secteur pour commencer à modifier les rapports de production: des mesures qui affectent en profondeur la logique capitaliste, en particulier dans un secteur comme celui-ci. En effet, les multinationales y jouent un rôle fondamental et l'impérialisme y a des intérêts stratégiques.

Or, au-delà du slogan propagandiste qui veut que «maintenant la PDVSA [la compagnie nationale du pétrole] appartient au peuple» force est de reconnaître que rien de tel ne se passe. Certes, et nous ne nierons pas l'importance de la chose, la rente pétrolière permet réellement de financer les programmes sociaux, les misiones. Mais, la décision de remplacer les contrats avec les sous-traitants privés par la formation d'entre-

prises mixtes [...] favorise l'accès direct des entreprises privées sous-traitantes au marché du pétrole grâce à leur association avec l'entreprise d'Etat.

Un autre exemple a trait aux concessions pétrolières: celles-ci, comme dans le cas du projet «Plateforme pour le delta» [de l'Orénoque et dont le brut est officiellement classé dans la catégorie «extra-lourd», n.d.l.r.] [...] ne sont pas seulement accordées aux «entreprises mixtes», mais directement adjudgées à des compagnies telles que Chevron-Texaco, Statoil et Gazprom! Sincèrement, il est difficile de se convaincre que de telles concessions favorisent la voie au socialisme surtout sans que soient prises des mesures concrètes et radicales de démocratie participative, de contrôle ouvrier.

Le capital peut-il coexister avec le socialisme du XXI^e siècle?

Mais ce type de politique ne se limite pas au secteur pétrolier. Ainsi, l'an passé, Chavez a annoncé la réouverture d'une usine textile que le propriétaire, Léon Mishkin, avait fermée en 1992 en mettant à la rue une centaine de travailleurs. C'est publiquement que le président a fait état d'un accord passé entre le gouvernement et ce propriétaire: c'est en échange d'une subvention étatique de 13,5 milliards de bolivars [environ 8 millions de francs, n.d.l.r.] qu'il a procédé à la réouverture de l'usine. Ainsi, ce sont des primes aux entrepreneurs qui ferment et mettent les gens à la rue que l'on présente partout comme réalisations du socialisme du XXI^e siècle. [...]

On ne sera dès lors pas surpris d'entendre des entrepreneurs, à l'instar du président de l'Association des Banquiers déclarer que «le capital peut coexister avec le socialisme du XXI^e siècle» ou que la discussion centrale de la récente assemblée générale de la centrale patronale, la Federindustria, ait porté sur «la propriété privée dans le socialisme du XXI^e siècle». Tout cela coïncide d'ailleurs avec l'affirmation de Chavez du 22 mai 2005 selon laquelle «le socialisme n'est pas contradictoire avec le développement économique et la propriété privée». [...] Ce «socialisme» que le président propose, celui qui cherche une hypothétique «fonction sociale» du capital dans le cadre d'une distribution plus sociale des richesses est pure chimère.

Mais, malgré toutes ces limites flagrantes, la proposition du président a trouvé un écho très favorable dans la majorité du peuple et parmi les travailleurs. Comme pour les positionnements précédents de Chavez, le peuple prend ses propositions aux sérieux, les interprète à la lumière du processus révolutionnaire et les développe afin de donner des réponses à ses nécessités immédiates. [...]

Le peuple passera outre

Très probablement, comme en d'autres occasions, le peuple outrepassera les intentions qui étaient celles de Chavez lorsqu'il commença à parler de socialisme. C'est ce que nous sommes déjà en train d'expérimenter. Un terme tabou comme celui de «socialisme», l'hérésie de parler de «marxisme», un terme soumis jusqu'à il y a peu de temps au poids mort de la pensée unique néolibérale, la critique ouverte de l'exploitation capitaliste sont le pain quotidien des discussions parmi les travailleurs et dans le peuple. L'intérêt pour le thème de la coexistence coexiste avec la lutte quotidienne des travailleurs pour leurs revendications économiques, [...] et avec l'effort pour la constitution d'un syndicalisme de classe. L'intérêt pour savoir ce qu'est le socialisme coexiste, lui, avec le contrôle social exercé par les communautés organisées contre les fonctionnaires corrompus, avec les discussions quotidiennes dans les comités de santé, avec les débats sur la distribution de l'eau ou dans les comités de paysans. [...] C'est un phénomène profondément révolutionnaire qui doit être approfondi [...] par la combinaison des débats au sein du peuple avec la lutte pour l'accélération du processus révolutionnaire.

C'est ainsi que la voie au socialisme se trace: en expropriant la bourgeoisie grâce à l'immense disposition à la lutte du peuple et des travailleurs. C'est en transférant sous le contrôle des travailleurs toutes les industries abandonnées ou fermées par les patrons; en favorisant le contrôle ouvrier avec l'ouverture des livres des comptes; en supprimant le secret commercial pour toutes les entreprises; c'est aussi en expropriant les banques usurières et en créant une banque nationale qui finance par le biais de la rente pétrolière un plan national de travaux publics et de construction de logements discuté avec les syndicats et les organisations populaires, que se trace la voie au socialisme [...]. Et, au socialisme, on y vient aussi en nationalisant le sol et en éliminant les latifundia. [...]

Consolider la révolution

Les projets sociaux, Mercal [la distribution par l'Etat de biens alimentaires à prix politiques, n.d.l.r.], les coopératives, ne pourront se développer, se convertir en politique structurelle, se consolider dans la durée [...] sans que le processus révolutionnaire s'approfondisse, en rompant les chaînes qui nous attachent au capitalisme. Car penser que les enfants et les jeunes qui sont formés dans les Simoncitos [les jardins d'enfants intitulés en référence à Simon Bolívar, n.d.l.r.] et dans les écoles boliviennes [...] pourront développer des valeurs comme la solidarité, la camaraderie, l'intérêt collectif [...] dans un environnement qui est celui du capitalisme, est, pour le moins, utopique. ■

ABONNEMENT

Talon à renvoyer à **La breche**, case postale, 1000 Lausanne 20, abonnement@labreche.ch.

Vous pouvez aussi faire directement votre versement au CCP 17-247 469-2, **La breche**, 1000 Lausanne 20.

Je souscris à un abonnement (12 N°/an)

- ☐ normal (20.-) ☐ de soutien (50.- et plus)
☐ à l'étranger (50.- / 35 euros)

Nom:..... Prénom:.....

Rue et numéro:.....

NPA et localité:..... Pays:.....

Adresse mail (facultatif):.....

J'offre un abonnement à **La breche**

- ☐ normal (20.-) ☐ de soutien (50.- et plus)
☐ à l'étranger (50.- / 35 euros)

Coordonnée du/de la bénéficiaire:

Nom:..... Prénom:.....

Rue et numéro:.....

NPA et localité:..... Pays:.....

Adresse mail (facultatif):.....

CONTACTS

Pour prendre contact avec le MPS:

MPS, CP 209, 1211 Genève 4, mps-ge@bluewin.ch • MPS-BFS, CP 961, 1700 Fribourg 1, mps-fribourg@labreche.ch • MPS, CP 120, 1000 Lausanne 20, mps-va@fastnet.ch • MPS, CP 2218, 1950 Sion 2, mpsvs@hotmail.com • MPS, CP 2320, 6501 Bellinzona, mps-ti@bluewin.ch • MPS, PF 2002, 4001 Bâle • MPS, PF 129, 3000 Berne 23 • MPS, PF 8707, 8036 Zurich.

Coordonnée de la personne à qui envoyer la facture:

Nom:..... Prénom:.....

Rue et numéro:.....

NPA et localité:..... Pays:.....

Adresse mail (facultatif):.....